



- **Votations fédérales**  
Droits égaux : OUI  
Protection des consommateurs : OUI
- **Votations cantonales**  
GE, initiative fiscale du PdT : OUI  
contre-projet : NON  
VD, initiative "pour un contrôle démocratique" : OUI

Le N° 2 Fr.

N° 255

6 juin 1981

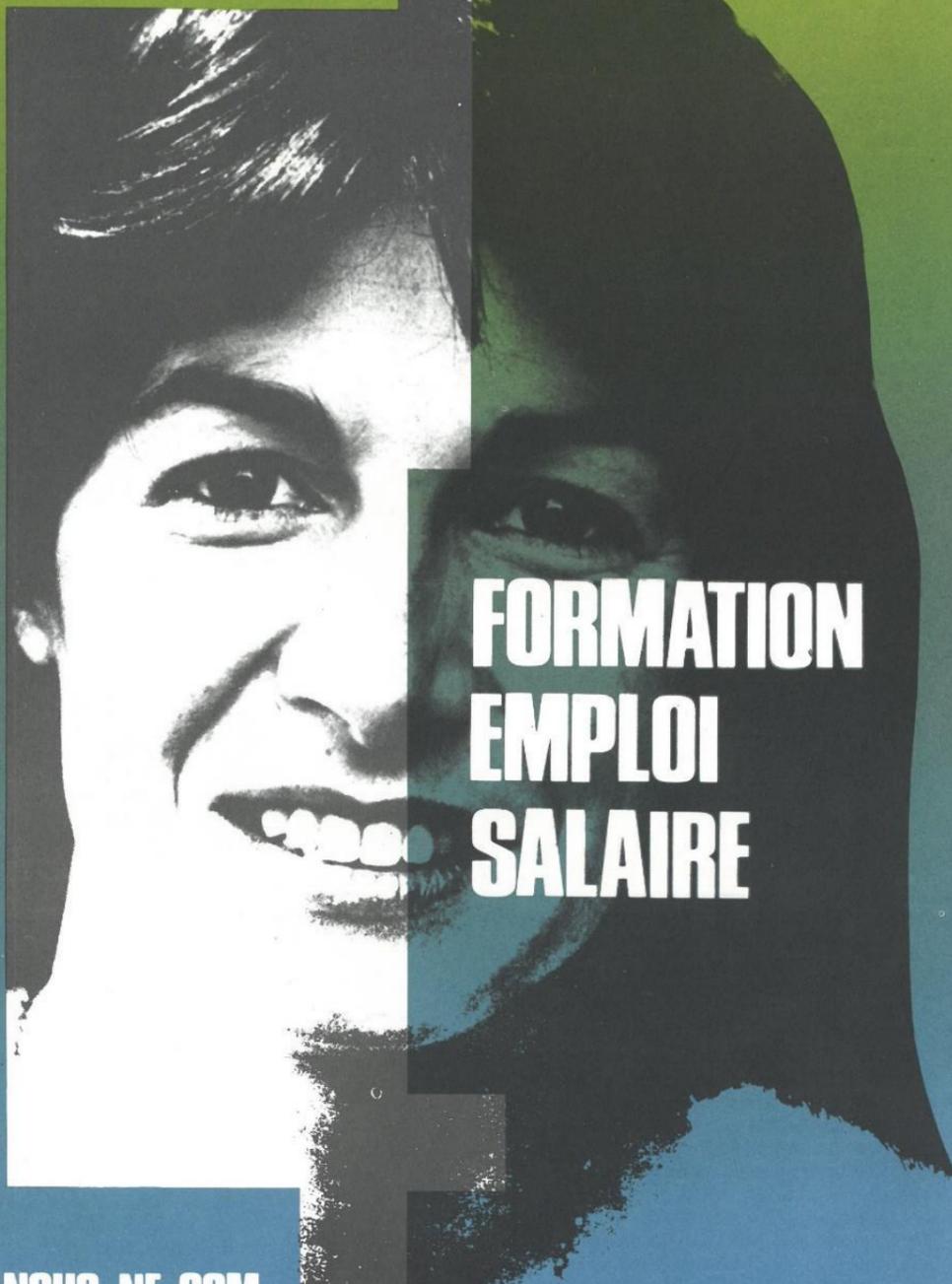
douzième année

# la brèche

organe bimensuel du  
**Parti Socialiste Ouvrier (PSO)**  
section suisse de la IV<sup>e</sup> internationale

13/14 JUIN  
**OUI** aux  
**DROITS**

**ÉGAUX**



**FORMATION  
EMPLOI  
SALAIRE**

**NOUS NE SOM-  
MES PAS DES  
MOITIÉS,**

**NOUS VOULONS L'ÉGALITÉ !**

## éditorial

### Les 40 heures, une exigence de la solidarité internationale

L'élection du dirigeant socialiste François Mitterrand à la présidence de la République met à l'ordre du jour la semaine de 35 heures pour les salarié(e)s français. Au moment où le chômage ne cesse de s'étendre, la réalisation de cette revendication, incluse dans le programme de Mitterrand, aurait une signification immédiate pour l'ensemble des travailleurs.

Les grands capitaines français de l'industrie et des banques l'ont bien compris et, dès l'élection de Mitterrand, ont commencé leurs manœuvres financières pour placer leur capital à l'étranger, hors de portée des travailleurs. Les banques suisses leur ont tendu une main d'autant plus secourable qu'intéressée.

En même temps, ils ont lancé une grosse campagne, visant non pas Mitterrand, mais l'intérêt porté par les travailleurs à ses promesses électorales. Les 35 heures sans diminution de salaire, l'accroissement du niveau de l'emploi, signifieraient, selon les patrons, la

*suite page 3*

# sommaire

<b>EDITORIAL</b>	
Les 40 heures, une exigence de la solidarité internationale	3
<b>SOCIAL</b>	
Arts graphiques : autour de l'élection (virtuelle) d'un président de gauche	4
Congrès des cheminots : un courant combatif se manifeste	5
Formation professionnelle : arguments	5
Notes sociales (Omega Lausanne)	5
<b>DOSSIER</b>	
<b>EGALITÉ DES DROITS :</b>	
Aux racines de l'inégalité salariale	6-7
<b>POLITIQUE</b>	
Champ-Dollon : 9 suicides en 4 ans	2
Finances fédérales : non au chantage de la bourgeoisie	8
Un pas sérieux vers la construction d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse	9
<b>CINÉMA</b>	
Lili Marleen de R.W. Fassbinder	9
<b>INTERNATIONAL</b>	
<b>POLOGNE :</b> le Congrès du POUP aura-t-il lieu ?	10
<b>EL SALVADOR :</b> la crise s'approfondit	10
<b>ITALIE :</b> P2, radiographie d'un Etat bourgeois	11
<b>ESPAGNE :</b> les menaces putschistes, toujours présentes	11
<b>L'ÉVÈNEMENT</b>	
<b>FRANCE :</b> pour un gouvernement PC-PS	12

# abonnez-vous

## Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : . . . . . fr. 22,50  
 une année, enveloppe ouverte : . . . . . fr. 45.-  
 une année, enveloppe fermée : . . . . . fr. 55.-  
 une année, étranger (Europe) : . . . . . fr. 80.-  
 Outre-mer : . . . . . prendre contact avec nous  
 abonnement de soutien : . . . . . fr. 100.-  
 (Préciser le type d'abonnement)

Pour toute correspondance : Case postale  
 1 000 Lausanne 17 CCP 10 - 25 669

Ed. resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne

SI NOS ACTIVITES ET  
 NOTRE POLITIQUE  
 VOUS INTERESSENT :

# prenez contact

**PARTI SOCIALISTE OUVRIER**  
 Section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale  
 Adresses des sections romandes et tessinoise

case postale 13, 2 500 Bienne 4 (032) 22 95 47  
 case postale 829, 2 301 La Chaux-de-Fonds  
 case postale 59, 2 800 Delémont 1  
 case postale 28, 1 700 Fribourg 6  
 case postale 858, 1 211 Genève 3 (022) 20 68 02  
 case postale 592, 1 000 Lausanne 17 (021) 23 05 91  
 case postale 32, 2 000 Neuchâtel 2 (038) 24 25 23  
 casella postale 225, 6 901 Lugano

# SOCIAL

Les 18 et 20 mai, deux nouveaux détenus se donnaient la mort à Champ-Dollon. Il s'agit des huitième et neuvième suicides depuis la mise en service de cet "établissement modèle", il y a 4 ans. Encore une fois, ce sont des "petits délinquants", en détention préventive, qui sont victimes du système pénitentiaire de MM. Hentsch (directeur) et Fontanet (Chef du Département de Justice et Police).

## Une justice de classe

Rappelons-le, la justice et le système pénitentiaire ne sont pas neutres. A Genève, 85 o/o des condamnations résultent d'atteintes au patrimoine ou d'infractions à la Loi fédérale sur les stupéfiants (deux condamnés sur trois pour une affaire de drogue ont moins de 25 ans).

Ce profil social des prisonniers explique d'ailleurs le mépris que leur témoignent les représentants de la classe dominante. Dans un rapport de 1969, le Conseil d'Etat genevois relève que "la majorité des détenus de droit commun (environ 80 o/o) ont un niveau intellectuel qui ne dépasse pas celui de la scolarité primaire... La plupart sont instables et incapables d'un effort suivi, simplement parce qu'ils sont comme cela et qu'ils ne peuvent modifier en quoi que ce soit leur manière de comprendre la vie...".

De plus, le prisonnier qui, derrière les barreaux, reste un prolétaire, doit être préparé à se résigner demain aux rigueurs de l'exploitation. "Il convient donc, poursuit l'exécutif genevois, que le régime intérieur des établissements soit suffisamment strict, et, disons-le, viril, pour que les condamnés soient prêts à accepter, par la suite, les avatars que la vie ne manquera pas de leur réserver."

## Si seulement c'étaient les murs qui s'écroulaient...

Anne-Marie s'est suicidée à Champ-Dollon en mai 1978. Elle avait 19 ans. Dans une lettre écrite le jour de sa mort, elle accuse : "J'ai demandé pour avoir des parloirs et la correspondance avec X, dit-elle, et le directeur me les a refusés. Je le trouve super dur, c'est d'ailleurs pour cela que je me suis ouvert les veines... J'en avais marre. Tout s'écroule, si seulement c'étaient les murs qui s'écroulaient...".

C'est encore l'isolement et les brimades qui ont poussé un jeune homme de 23 ans à se donner la mort le 18 mai dernier, à Champ-Dollon. Il purgeait une peine de cachot, suite à une manifestation collective contre la réglementation accrue des conversations téléphoniques avec l'extérieur.



Les célèbres fenêtres en "dents de scie" de Champ-Dollon.

## Champ-Dollon :

# 9 SUICIDES EN 4 ANS

L'isolement et la punition des "meneurs" sont l'abc du système pénitentiaire. A Champ-Dollon, pour rendre toute tentative de communication impossible, les architectes ont disposé les fenêtres en "dents de scie". Ainsi, il est impossible de se passer des messages par la technique du yo-yo.

## Hentsch, Fontanet, démission !

Cette fois-ci, ce sont donc deux hommes qui se sont donné la mort, à deux jours d'intervalle. Les autorités un peu gênées cherchent une fois de plus à décaler leur responsabilité en invoquant la psychologie suicidaire des détenus, l'augmentation générale des suicides dans la société, le climat créé par des meneurs... Et pourtant, c'est bien ce système pénitentiaire, fondé sur l'isolement, les brimades et les humiliations, qui pousse les détenus au suicide.

C'est pourquoi, il faut exiger la dé-

mission immédiate de MM. Hentsch et Fontanet, l'ouverture d'une enquête sur les causes et les circonstances des suicides à Champ-Dollon avec publication des résultats, l'acceptation des revendications légitimes des détenus (courrier illimité, augmentation des visites et des téléphones, suppression du cachot, etc.) et l'élection par ceux-ci d'un comité qui défende leurs intérêts et soit reconnu par les autorités.

J. B.

## AIDES DE MÉNAGE : PRÉCISONS

Une erreur involontaire a altéré le sens d'un paragraphe de notre article sur les aides de ménage (La Brèche no 254). Ainsi, depuis que l'apprentissage d'employée de maison fait l'objet d'un Certificat fédéral de capacité, les patronnes sont obligées de suivre des cours pour pouvoir former des apprenties, et non pas les employées comme on pouvait le lire. D'où la préférence des patronnes à engager des aides de ménage suisses alémaniques, ce qui leur permet d'éviter de suivre ces cours.

## CAMPAGNE POUR LES DROITS ÉGAUX MEETINGS

**LAUSANNE, mercredi 10 juin**  
 20h.30, Salle des Cantons, Buffet CFF

avec :  
 Anne Catherine Ménétre, Geneviève de Rham, Verena Berseth, municipale, Françoise Dériaz, syndicaliste.  
 Org. : Comité pour l'égalité des droits entre hommes et femmes, Lausanne

**NEUCHÂTEL, mercredi 10 juin**  
 20h.30, Hôtel City, Place de la Gare

Org. : Commission féminine VPOD, Groupe féminin FTMH, Groupe Droits égaux, MLF, Association des Mères chefs de famille.  
 Introduit par Christiane Brunner.

# ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES!

## GENÈVE

Préau de l'École des Eaux-Vives  
 rue des Eaux-Vives 84-86

sa 13 juin, dès 13h.30 : Fête des Eaux-Vives. 15h. : Grande parade dans le quartier des Eaux-Vives. 16h. : Jacky Lagger. 16h. à 20h. : ateliers (poterie, danse), différents groupes de musique. 20h. : groupe théâtral des Colonies libres italiennes. 20h.45 : Améthyste. 22h. : Asencion, groupe de l'AMR, salsa, bal. Stands, buvette et mangette. Organisée par des habitants et des groupements du quartier des Eaux-Vives. Entrée libre.

Théâtre Permis C, 18 Villereuse  
 (entrée ruelle du Couchant)

jusqu'au sa 20 juin, 20h.30 (relâche di et lu) : La Sud-américaine, de et par Graciela Sawicki. Les tribulations d'une étrangère en Suisse. Rés. : (022) 35 13 19.

Bois de la Bâtie

du lu 22 au je 25 de 20 à 23h., ve 26, sa 27 de 14 à ..., di 28 de 14 à 20h. : Festival du Bois de la Bâtie. Musique,

théâtre, danse, cinéma...

Nouveau Palladium

ve 12, sa 13 juin, 20h. : soirées rock, avec des groupes genevois : Zero Heroes, Toby & the Futurians, Supersonics, Com-mando, Code, Joe Public, Speedy Gonzales, Technicolor et les bands de Marie-Pierre et Jean-Marie, Boulevard Helvétique et Charlie Bricole & Fiasco.

Petit New Morning

du 10 au 13 juin, 20h.30 : Serge Yssor, "Donnez-moi du public".

Patinoire des Vernets

di 21 juin, 20h. : Dire Straits.

## LAUSANNE

Sauvabelin, bus 16

sa 6, di 7 juin, après-midi et soir : Fiesta española. Folklore, spécialités espagnoles, bal, entrée libre.

Théâtre du Vide Poche, Palud 10

me 10 juin, 20h.30 : "Nicaragua 80, images d'une libération", un an après la chute de Somoza, des Nicaraguayens et des Nicaraguayennes racontent comment

ils veulent sortir du sous-développement et de la misère. Film réalisé par Ursula Gaillard, Claude Bovey, Eric Walther, André Rosselet. Entrée Fr. 5.-.

Théâtre Boulimie, place Arlaud

jusqu'au sa 13 juin, 20h.45 (sauf di et lu), en prolongation : Le Gros Oiseau, pièce burlesque de Jean Bouchaud, mise en scène de Lova Golovtchiner.

Théâtre Kléber-Méleau

ancienne usine à gaz - MALLEY jusqu'au je 18 juin (me, je, ve, sa 20h.45, lu 19h.) : Les Rustres, comédie de Goldoni.

EPFL, salle polyvalente, ECUBLENS sa 13 juin, 20h.30 : Nazaré Pereira.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES ma 9, me 10 juin, 20h.30 : Les demoiselles de Wilko, de A. Wajda (Pologne, 1978). ve 12, sa 13 juin, 20h.30 : Manhattan, de Woody Allen (USA, 1979). ma 16, me 17 juin, 20h.30 : Prima della rivoluzione, de B. Bertolucci (Italie, 1964). ve 19, sa 20 juin, 20h.30 : Violence et

passion, de L. Visconti (Italie, 1974).

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville

ve 12, sa 13 juin, 20h.30 : Mon oncle d'Amérique, d'Alain Resnais (Fr., 1980). ve 19, sa 20 juin, 20h.30 : La terrasse, d'Ettore Scola (Italie, 1980).

## FRIBOURG

Patinoire des Augustins

sa 13 juin, 14h. : Rock festival, 9 heures de musique, avec : Spliff, The Tickets, Irrwisch, Overseas, Icare et les Avions, Chrystal Ship, Michel Darbaud & Biture, Visa, Pare Brise. Loc. Disco B, Pérolles 75.

Le programme du Festival de jazz de MONTREUX est sorti. du ve 3 au di 19 juillet. Renseignements : (021) 61 33 84 ou programme chez Foetisch, Lausanne.

La troupe sahraouie Chahid el Ouali, formée d'une quinzaine de militants du Front Polisario, chantera en Suisse dès le 21 juin : DELÉMONT, lu 22 juin, 20h.30, Salle Saint-Georges. Spectacles suivants, prochain numéro. Val Héza

## Les 40 heures, une exigence de la solidarité internationale

ruine de l'économie française, par la perte de toute capacité de concurrence au niveau international.

De ce côté-ci du Jura, ces rengaines sont bien connues. Le patronat et le Conseil fédéral les ont entonnées pour enterrer les 40 heures. Et même d'importants dirigeants syndicaux s'étaient alors ralliés à ce chœur.

Actuellement, la Suisse, avec sa semaine de travail de plus de 44 heures, se situe en queue du peloton européen. En conséquence, la plupart des syndicats se sont prononcés pour la semaine de 40 heures. Le besoin d'une réduction du temps de travail ne cesse de croître dans la classe ouvrière; le stress devient de plus en plus pénible. L'engagement résolu des syndicats pour les 40 heures est nécessaire, surtout s'ils veulent gagner l'adhésion des jeunes salarié(e)s et des femmes.

Mais aujourd'hui, il existe un argument plus fort encore : celui de la solidarité ouvrière internationale.

Nous connaissons tous les lamentations patronales sur la concurrence internationale, qui prétendent que tant que la semaine de travail reste plus élevée dans les pays voisins, la réduction du temps de travail ne déboucherait que sur un effondrement économique. Prenons-les donc au mot ! Aidons nos camarades français, luttons pour la réduction du temps de travail afin d'empêcher les patrons suisses de les attaquer en traître ! D'ailleurs, en Italie et en Allemagne fédérale, les syndicats luttent aussi pour les 35 heures.

La IVe Internationale a décidé de mener, en signe de solidarité avec les travailleuses et les travailleurs français, une campagne internationale pour les 35 heures. Obtenir ici les 40 heures serait la moindre des choses pour pouvoir s'intégrer dans le front de la solidarité ouvrière internationale. Cette revendication fait partie des plates-formes de l'Union syndicale suisse et de la plupart des syndicats. Il serait temps maintenant que les directions présentent les résultats de leur action sur ce plan et indiquent ce qu'elles entendent faire à l'avenir. La présence du Parti socialiste suisse au gouvernement et au parlement n'a pas eu d'effets sensibles sur la réduction du temps de travail. Il est donc aujourd'hui nécessaire que toutes les forces politiques et syndicales du mouvement ouvrier mettent tout en œuvre pour qu'un véritable progrès puisse être réalisé par la lutte commune.

Fritz Osterwalder



## Syndicat du Livre et du Papier (SLP) :



F. Aeberly (au centre) lors d'une action de soutien à un militant syndicaliste licencié par son patron.

## Autour de l'élection (virtuelle) d'un président de gauche

### Inquiétant recours à la justice bourgeoise pour régler les affaires internes du syndicat

L'élection du président du Syndicat du Livre et du Papier (SLP) a suscité un débat passionné dans les rangs syndicaux, on l'a vu (cf. La Brèche no 248 et 250). La presse du SLP y a consacré des pages entières et l'on pouvait s'attendre à un résultat serré, tout en craignant une césure par trop géographique, entre les bastions de la "tradition" en Suisse allemande et ceux de la "gauche combative" en Suisse romande et à Zurich avec au milieu quelques sections partagées.

Erwin Gerster (BE), président sortant, désavoué à plusieurs reprises par des votations à la base dans le courant même de la lutte contractuelle en 1980, s'opposait farouchement à l'élection de Frédy Aeberli (ZH), qui incarne la volonté de renouveau du syndicat sur des bases combatives. La majorité des sections romandes et zurichoises prenait fait et cause pour Aeberli, alors que les autres sections de Suisse allemande, Bâle en tête, appuyaient la candidature Gerster.

Le débat devait être tranché par une votation à la base, que la prochaine assemblée ordinaire des délégués, du 19 au 21 juin, devait simplement ratifier, le candidat perdant s'étant engagé à se retirer purement et simplement. Ainsi en avait décidé la dernière assemblée extraordinaire des délégués du SLP au mois de mars.

#### Bizarre, bizarre...

Le résultat de cette votation, très peu de gens y ont eu accès véritablement. Il donne les deux candidats à un peu plus de 5 000 voix, Aeberli devançant Gerster de 400 voix environ. De très peu, mais tout de même : pour la première fois dans l'histoire du SLP, l'aile combative semblait être en mesure de pouvoir mener un réel travail de construction à long terme du syndicat, au lieu d'être confinée à "corriger" le tir en ayant sans cesse à devoir s'appuyer sur des "référendums" de la base.

Mais l'examen des bulletins de vote, selon ceux à qui les statuts prévoient de confier ce travail de vérification (c'est-à-dire les secrétaires centraux), aurait fait apparaître un certain nombre de falsifications, plus exactement de bulletins rédigés de la même main, sans aucun souci de donner à la fraude la moindre chance de passer inaperçue... Que tout cela est étrange ! Les choses le deviennent encore un peu plus lorsqu'on apprend qu'un secrétaire syndical, Limacher, prit sur lui seul la res-

ponsabilité de confier immédiatement l'ensemble des bulletins de vote à la police, en déposant plainte personnellement pour falsification de documents...

Ainsi, toute possibilité de vérifier par eux-mêmes si falsification il y a, et dans quelle mesure, a été ravie aux organes dirigeants du syndicat pour confier cette tâche... à un juge d'instruction bernois. Gageons que celui-ci se recrute parmi les chauds partisans du renouveau syndical !

Placé devant ce fait accompli — coup de force peu démocratique en vérité et qui fait peu de cas de l'indépendance syndicale face aux institutions bourgeoises — le comité central du SLP a réagi en refusant — puisqu'aucune preuve n'est encore apportée — de considérer que le résultat de la consultation de la base n'est pas valable. Simplement, la consultation est "gelée", dans l'attente de la fin de l'enquête du juge d'instruction. Décision qui, si elle ne clarifie rien au niveau du futur président, a au moins l'avantage de ménager l'unité du syndicat.

#### Consulter la base ou ne pas la consulter ?

C'est selon cette ligne de partage que le clivage entre traditionnels et combattifs (ou "gauche/droite") risque de se produire lors de la prochaine assemblée des délégués des 19-21 juin. Elle devait à l'origine ratifier le choix de la base. Celui-ci étant malheureusement "gelé", et l'avenir de la politique syndicale se jouant à quelques centaines de voix près, les partisans d'Aeberli, ne craignant pas le verdict de la base et, soucieux de maintenir l'unité des rangs syndicaux, se doivent de proposer à nouveau une votation à la base. Et d'ailleurs, l'assemblée ordinaire des délégués (à la différence de l'extraordinaire) a le pouvoir de transmettre sa compétence à la base du syndicat pour élire le président. Cette fois ce ne serait plus une "consultation-recommandation", mais une véritable élection au suffrage syndical universel. Les partisans de Gerster se rallieront-ils à cette conception, puisque de toute évidence, l'enquête de la justice bourgeoise ne pourra pas être close d'ici au 21 juin ? Ou bien maintiendront-ils que l'assemblée des délégués doit élire le président, comme elle l'a fait jusqu'ici, ce qui équivaldrait à "court-circuiter" l'avis de la base dans une question aussi délicate pour l'avenir du syndicat ?

Il est bien évident que l'aile combative, qui soutient la candidature de Frédy Aeberli, a tout intérêt à démontrer que son sens de la démocratie syndicale — y compris le respect du droit des minorités — est supérieur à celui de l'aile traditionnelle. Et en fin de compte, si l'on ne veut pas que les débats empoisonnent l'atmosphère des organisations de défense des travailleurs(es), dans lesquelles toutes les tendances politiques et les diverses sensibilités doivent pouvoir coexister, y a-t-il un meilleur instrument à mettre en œuvre que la démocratie syndicale ?

**Le mécontentement dans le SEV**

Ces derniers temps, les cheminots ont été soumis à des attaques redoublées, qui ont pour nom blocage du personnel, des salaires, offensive de la bourgeoisie contre les transports publics, etc. Dans ce contexte, la passivité de la direction du SEV a débouché sur deux véritables explosions l'année passée :

\* Le 11 décembre, contre la volonté de la direction, la presque totalité des syndiqués du personnel des trains est descendue dans les rues de Berne. 1 400 chefs de train, convoyeurs et contrôleurs manifestèrent pour l'augmentation du salaire réel, contre les effets du blocage du personnel, pour les 40 heures.

\* L'été dernier, et cela est moins connu, à Bâle et à Brigue, des démissions collectives du syndicat furent organisées pour protester contre l'inactivité du SEV. Heureusement, une partie des démissionnaires put être regagnée au syndicat.

**La politique de la direction**

L'inactivité du SEV ne provient pas, comme les deux exemples ci-dessus le montrent, d'une paresse de la base, mais résulte de l'orientation de la direction, emmenée par le conseiller national socialiste Werner Meier. Elle consiste à passer avec armes et bagages dans le camp de la direction des CFF, censée défendre les mêmes intérêts que le SEV.

En proposant Jean Clivaz, la direction du SEV choisissait clairement la continuité sans le changement. Ancien rédacteur de l'organe en langue française du SEV "Le Cheminot", Jean Clivaz, devenu secrétaire de l'USS, s'était signalé par son attachement absolu à la paix du travail et son refus de l'initiative pour les 40 heures, à laquelle il avait préféré une vague déclaration d'intention des patrons, restée bien évidemment lettre morte. Rappelons aussi ses déclarations à propos des travailleurs immigrés, qui en font l'un des dirigeants les plus nationalistes (et pourtant, il n'en manque pas...) du mouvement syndical. Son élection à la tête du SEV (par 318 voix contre 164) lui permettra de siéger dans quelques conseils d'administration et commissions fédérales de plus, où l'on apprécie fort sa modération et son "sens des réalités". En attendant peut-être l'élection à la présidence de l'USS.

Les 20 et 21 mai, la Fédération Suisse des Cheminots (SEV) tenait son congrès. A cette occasion, elle devait procéder au remplacement de son ancien président, Werner Meier. Ce qui d'habitude n'était que pure routine, s'est, par la volonté de la base, transformé en un premier affrontement entre un courant combatif — qui soutenait la candidature de Charly Pasche — et la direction, unanime derrière son candidat Jean Clivaz, secrétaire de l'USS. Même si ce dernier a fini par l'emporter, la réapparition d'une opposition dans le SEV, après la disparition de celle qui se développa à partir de 1947, est un signe des temps important.

**Les cheminots en congrès :**

**Un courant combatif se manifeste**



**La signification de l'opposition**

Dans ce cadre, même si le secrétaire central Charly Pasche n'est pas un foudre de guerre de la lutte des classes, sa candidature possède incontestablement une signification politique. Considéré par la base comme plus proche de ses préoccupations que Meier ou Clivaz, apprécié pour son ouverture, il fit preuve dans les négociations d'une fermeté de bon aloi.

A travers cette candidature, impulsée par la base et certains organes intermédiaires, s'exprime la recherche d'une orientation différen-

te du syndicat. On l'a bien vu lors du congrès, où des délégués qui n'étaient pas membres du Comité de soutien à Pasche se sont mis spontanément à distribuer un tract en sa faveur. Et lorsque le résultat fut annoncé, certains l'accueillirent la gorge serrée : il s'agissait de bien autre chose que d'une lutte de personne comme la direction et les patrons (voir la Neue Zürcher Zeitung du 22. 5. 1981) voudraient le faire croire.

Malgré l'attitude antidémocratique de la direction du SEV (qui n'a mentionné la candidature de Pasche que de l'extrême bout des lèvres), le

tiers des délégués manifesta sa défiance à l'égard de Clivaz et son insatisfaction face à la politique suivie par la direction. Pour cette opposition, surtout présente en Suisse romande (les 2/3 environ des délégués romands votèrent Pasche) et au Tessin (à peu près 50 o/o des délégués pour Pasche), il s'agit maintenant — même si la route est longue et pénible — de faire que les résolutions votées par le congrès sur les 40 heures, la retraite à la carte, l'augmentation du salaire réel, la promotion efficace des transports publics ne restent pas sur le papier, mais deviennent des réalités.

corresp. SEV

**ARGUMENTS**



Formation professionnelle :

**UNE ENQUÊTE RÉVÈLE...**

47 o/o des apprentis de dernière année ne recommenceraient pas leur formation dans la même entreprise. 42 o/o ne choisiraient plus la même formation. Voilà ce que disent les apprentis de l'apprentissage de maîtrise !

Ces chiffres, une enquête récente<sup>1)</sup> réalisée pour des patrons des arts et métiers les révèle. A première vue, ceux-ci vont pourtant se féliciter : 55 o/o des jeunes interrogés se disent satisfaits des conditions de travail et 21 o/o même très satisfaits. Mais comment ont été posées les questions puisque l'enquête admet elle-même que "les questions sur le degré de satisfaction à propos des différents aspects de la vie traduisent presque toujours une tendance positive voire très positive dans les réponses" ?

Dès qu'on en vient à des problèmes plus immédiats, la tendance change. Plus de 60 o/o des apprentis demandent des réductions d'horaire et des vacances plus longues. Quoi d'étonnant ? L'enquête montre en effet que le temps de travail moyen est de 45 heures par semaine, plus que chez la majorité des salariés. Dans l'hôtellerie, la moitié des apprentis interrogés travaille entre 48 et 50 heures, 20 o/o même jusqu'à 54 heures, alors que le contrat d'apprentissage dans la branche fixe le maximum à 48 heures ! La moitié des patrons de ce secteur est donc hors-la-loi...

Quant aux possibilités de formation, 16 o/o des apprentis interrogés disent qu'ils ont cherché en vain une formation dans une autre profession. Ce pourcentage monte à 26 o/o dans les métiers de la métallurgie et du montage. Et l'enquête ajoute : "Il faut s'attendre à ce que, parmi les jeunes du même âge qui ne sont pas apprentis, on trouve relativement beaucoup de jeunes qui n'ont pas pu accomplir la formation de leur choix faute de trouver une place d'apprentissage".

Enfin, 74 o/o de ces apprentis voudraient pouvoir réaliser des stages pratiques dans d'autres entreprises. Dans les trois quarts des cas, l'apprentissage de maîtrise se révèle donc incapable d'assurer une formation complète et polyvalente. C'est ce que combat notre initiative en proposant une formation de base pour tous en ateliers publics, complétée par des stages pratiques dans plusieurs entreprises. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

1) "Les apprentis entre la formation et la production" Cosmos Verlag. Enquête des Instituts de Psychologie des Universités de Zurich et Lausanne.

photo Sergio Medina



notes... notes... notes... notes... notes... notes... notes... notes... notes... 1

**OMEGA, Lausanne :**

**QUAND LES BANQUES RESTRUCTURENT...**

Le plan d'assainissement de la SSIH présenté par les banques (voir notre article en page 5) a déjà eu ses premiers effets dans la région lausannoise : Omega, une usine qui travaillait dans le secteur de la montre mécanique, a annoncé la fermeture de ses portes pour la fin de l'année. Environ 120 travailleurs et travailleuses sont ainsi menacés de licenciement, sans pouvoir retrouver du travail dans la branche à Lausanne, puisqu'Omega était la seule entreprise horlogère importante.

Après Félix Constructions à Bussigny (cf. La Brèche no 253) et la vente de Bobstgraphic (qui laisser planer de sérieux doutes sur la sécurité de l'emploi), l'annonce de la fermeture d'Omega a amené la FTMH à lancer une pétition de soutien aux travailleurs de cette entreprise; une manifestation de protestation est convoquée pour le jeudi 11 juin à la place Chauderon à Lausanne.

Le PSO, qui a participé à la récolte de signatures de la pétition, appelle tous les travailleurs et travailleuses à participer massivement à cette manifestation.



## Société suisse pour l'industrie horlogère :

### Les conditions financières du plan d'assainissement

Durant l'année 1980, la SSIH a essuyé des pertes s'élevant à 161,6 millions de francs, pour un chiffre d'affaires consolidé de 613,6 millions de francs. Les stocks inventés s'élevaient à 300 millions.

Les réserves du trust, de même que le capital-actions, étant totalement absorbés dans la couverture de dettes préexistantes (cf. notre article dans La Brèche no 251 du 4. 4. 1981), le Holding SSIH SA se retrouve avec une dette nette de 27,4 millions à la fin de l'exercice 1980. Cet endettement trouve ses origines dans la politique erronée mise en œuvre depuis les années 60 qui, en mettant l'accent sur la poursuite de la fabrication de montres à mouvement mécanique, s'est retrouvée en porte-à-faux lorsque la montre électronique a pénétré le marché des montres courantes et bon marché. En plus des erreurs de gestion, il ne serait pas étonnant de découvrir des manipulations financières des administrateurs, tant il est vrai que ce genre de krach révèle trop souvent des actes pouvant relever du Code pénal. L'empressement mis par les banques à éviter une faillite, limiterait cependant toute possibilité d'enquête dans ce sens.

Les principales banques créditrices de la SSIH — Union de Banques Suisses (UBS), Société de Banque Suisse (SBS), Banque Populaire Suisse (BPS), Crédit Suisse (CS), Banques cantonales de Neuchâtel et Berne — exigent la réalisation d'un plan en trois parties. D'abord, les actionnaires actuels de la SSIH

A la mi-mai les actionnaires de la SSIH recevaient une lettre de la direction du trust les informant que les actifs ne couvraient plus les dettes, en d'autres termes que le groupe était quasiment en faillite. La continuation de l'activité du trust était soumise à des conditions draconiennes par les plus grandes banques créditrices, un appui financier supplémentaire ne pouvant être accordé que dans la mesure où le trust se pliait à un plan d'assainissement rigoureux. Seuls les détails financiers de ce plan ont été rendus publics, tandis que ses conséquences sur l'emploi étaient tenues secrètes.

## Les banques "assainissent"

devront accepter que la valeur de leurs actions soit diminuée de 95 o/o. Ceux qui sont le plus touchés sont Sieber-Hegner Invest SA — 36,2 o/o du capital-actions, et l'UBS — environ 30 o/o du capital-actions. La valeur du capital-actions

sera ainsi ramenée de 69 millions à 3,45 millions.

Dans un deuxième temps, le capital-actions sera réaugmenté de 96,55 millions pour atteindre 100 millions, par la transformation d'une partie des créances des ban-



photo Sergio Medina

ques en actions. Le capital-actions ainsi augmenté serait réparti de la manière suivante : UBS — 40 o/o, SBS — 25 o/o, CS — 22,5 o/o, BPS — 5 o/o, BC Berne — 5 o/o et BC Neuchâtel — 2,5 o/o, soit au total 95 o/o dans les mains des banques suisses. Les banques renonceraient également à une autre partie de leurs créances pour un total de 100 millions. Enfin les autres créanciers minoritaires, qui doivent encore donner leur accord, renonceraient à une partie de leurs créances.

La troisième condition est évidemment celle qui intéresse le plus les travailleurs. Les banques demandent un processus de restructuration et de redimensionnement énergétique, afin de rétablir dans les meilleurs délais une rentabilité satisfaisante. Cela s'appelle couper le "bois mort". Déjà, Lanco SA, Est SA, Lémania-Lugrin SA ont été vendues. Aujourd'hui il est question de fermetures d'usines à Granges et Lausanne (Omega). Demain, les

usines d'Omega et de Tissot verront leurs secteurs de montres mécaniques disparaître.

En réalité, les banques souhaitent faire tourner la SSIH autour de deux marques prestigieuses — Omega et Tissot — qui disposent d'excellents réseaux de ventes à l'étranger, notamment aux Etats-Unis. Tout le reste sera dégraissé, abandonné ou vendu. La perspective, à terme, d'une intégration de la SSIH au plus grand groupe horloger suisse, l'ASUAG, où les banques détiennent des intérêts importants, reste la plus probable.

La SSIH emploie 5 000 travailleurs, sans parler des travailleurs occupés par les entreprises sous-traitantes. Nul ne sait exactement combien d'emplois seront sacrifiés, mais les chiffres risquent bien de dépasser le millier.

### La riposte est nécessaire

D'abord les travailleurs et leur syndicat, la FTMH, doivent exiger la publication intégrale du plan de restructuration et l'ouverture immédiate de négociations, à l'échelle du trust, sur les conséquences de ce plan.

Les premières exigences minimales des travailleurs doivent se centrer sur le maintien de l'emploi aux mêmes conditions de salaire et de qualification et la garantie d'un recyclage, ainsi que sur l'application immédiate des 40 heures pour répartir le travail entre tous et toutes.

Les assemblées syndicales devraient définir les modalités d'une riposte à l'échelle du trust, afin de développer une solidarité ouvrière, notamment en coordonnant une action commune d'ensemble. Un premier pas dans ce sens pourrait être une pétition pour exiger des informations complètes et précises.

A. Meylan

L'initiative "pour la justice fiscale" lancée par le Parti du Travail passe en votation le 14 juin. Tous les partis bourgeois la refusent et toute la gauche la soutient. Elle aurait des chances réelles d'être adoptée tant ses avantages sont concrets pour les salariés : indexation automatique des barèmes fiscaux, diminution d'impôts jusqu'à 50 000 francs compensée par une plus forte taxation des hauts revenus, suppression des impôts pour les revenus en-dessous du minimum vital.

Mais les manœuvres de dernière minute du Conseiller d'Etat aux finances, le radical M. Ducret, ont pris au piège le Parti Socialiste...

Genève :

## Les grandes manœuvres fiscales de Ducret

Celui-ci appelle en effet à voter oui à l'initiative et au contre-projet de M. Ducret (ce que la loi électorale genevoise permet). Le PS genevois (PSG) prend ainsi la responsabilité de cumuler plus de voix sur le projet bourgeois que sur l'initiative, faisant ainsi passer le premier !

### Des déductions sociales vite rabotées

Le piège tendu par le contre-projet est pourtant gros comme une montagne. Pour couler l'initiative, il propose d'augmenter quelque peu les déductions sociales et d'introduire un système de "rabais" pour tenir compte "en partie" (et l'autre partie ?) de l'inflation. Résultat : déductions et rabais seront vite rongés par la progression à froid !

Les nouvelles déductions s'échelonnent au maximum entre 500 francs pour un célibataire et 3 700 francs pour un couple marié avec deux enfants. Les vieux auront droit de déduire 1 000 francs pour frais médicaux mais on veut en même temps introduire l'impôt sur leurs rentes. Un scandale : leur vie durant, ils ont payé des impôts sur leur assurance-vieillesse et on veut les taxer une seconde fois !

Le contre-projet refuse en revanche de supprimer l'impôt sur les revenus inférieurs au minimum vital, estimant que chacun doit

payer. Un argument repris par le PSG — défense de l'Etat bourgeois oblige... — bien que son programme "Jalons II" ait promis l'exonération d'impôts sur ces revenus ! Or un tiers des contribuables genevois a un revenu imposable inférieur à 15 000 francs et l'impôt fédéral supprime les impôts au-dessous de cette limite. La loi genevoise sur les personnes âgées fixe aussi le minimum vital à 11 000 francs pour un célibataire et 16 000 francs pour un couple. L'initiative a pris ces références pour fixer le minimum vital et, de toute façon, une "taxe personnelle" de 15 francs est perçue obligatoirement pour tous.

Quant au système des "rabais", il est tout simplement trompeur. Car ils diminuent à mesure que les salaires, en suivant le coût de la vie, passent à une tranche d'impôts supérieure. En voici deux exemples-type, en tenant compte de toutes les déductions nouvelles que propose le contre-projet :

\* **Célibataire, revenu imposable de 26 000 francs** (soit un salaire mensuel d'environ 2 800 francs)

année	impôt initiative	impôt contre-projet
1981	Fr. 3 166,05	Fr. 3 749,70
1982	Fr. 3 356,80	Fr. 4 138,10

Pendant que le salaire augmente de 6 o/o (adaptation au coût de la vie), l'impôt selon l'initiative augmente de 6 o/o tandis qu'avec le contre-projet il monte de 10,36 o/o !!

\* **Couple, 2 enfants, femme travailleuse, revenu imposable de 36 000 francs** (soit un salaire mensuel commun de 3 800 francs)

année	impôt initiative	impôt contre-projet
1981	Fr. 3 013,35	Fr. 4 290,75
1982	Fr. 3 194,—	Fr. 4 789,—

L'indexation de 6 o/o du revenu

donne une hausse de 6 o/o avec l'initiative et de 11,6 o/o avec le contre-projet !! Ceci malgré des déductions nouvelles de 3 700 francs...

### Un chantage inacceptable

On comprend mieux que M. Ducret n'ait pas peur de sabrer des millions dans les recettes de l'Etat. Il les rattrapera d'ici deux ans ! En même temps, il exerce un chantage sur les travailleurs des services publics en disant que leurs revendications coûteront 70 millions d'impôts supplémentaires. Or, selon ses propres estimations, la version définitive de son contre-projet supprime 35 millions de recettes (et non 20 comme nous l'avons écrit) tandis que l'initiative en rapporterait 20 de plus, perçus sur les hauts revenus. Au total, 55 millions sur les 70 que coûteraient les revendications !

Les députés du PSG qui avaient été mandatés pour soutenir le mouvement de la fonction publique se sont abstenus au vote du contre-projet et le PSG maintenant le soutient : belle défense des intérêts des travailleurs ! Il est vrai qu'à 5 mois des élections, le PSG veut se montrer "responsable"... pour reconquérir son second strapontin au Conseil d'Etat !

Le cartel syndical a en revanche décidé de voter oui à l'initiative et non au contre-projet et plusieurs sections ont diffusé des circulaires dans ce sens. Le PSO est intervenu aussi à l'assemblée du PSG pour appeler à refuser le contre-projet. Mais pour faire échec à celui-ci et aux capitulations du PSG, il aurait fallu (comme nous l'avons proposé dès le lancement de l'initiative) que se constitue un large front uni de la gauche, susceptible de mobiliser plus encore les salariés. Reste à espérer que la campagne en cours permettra de surmonter ce handicap.

M.T., 1. 6. 1981

LE PARTI SOCIALISTE TOMBE DANS LE PIÈGE



mel soumis au vote populaire les 13 et 14 juin pro-  
xte des Chambres fédérales prévoit en effet que "les  
tr un travail de valeur égale". Les deux articles que  
l'adoption de ce projet ne résoudrait pas à elle seule  
es sont profondes et renforcées par les manoeuvres  
e réalité il faut absolument que le mouvement syn-  
e préoccupe activement, par exemple, des critères  
t, prenne à bras le corps, avec l'ensemble du mouve-  
nelle et du recyclage des femmes, qui est bien sou-  
les discriminations salariales. Des ateliers publics de  
in instrument utile pour avancer dans la voie d'une

## AS DE SALARIALE

dos des ouvrières ? Tant qu'aucun salaire minimum d'em-  
bauche n'est fixé, l'arbitraire patronal aura encore libre  
cours.

— à travail de valeur égale, salaire égal, d'où une "reva-  
luation des travaux exécutés uniquement par des femmes.  
La FTMH devrait fournir aux commissions d'entreprises  
un catalogue d'arguments en faveur de la réalisation de  
l'égalité de salaire". Cet extrait du programme de la confé-  
rence des femmes de 1978 suppose que les commissions  
d'entreprise soient assez fortes et combatives pour imposer  
la réévaluation des postes et pour la faire appliquer.

Avec la bataille engagée autour de la votation de juin,  
on aurait pu s'attendre à un sérieux effort d'enquête, de  
dénonciations des inégalités et d'argumentation auprès  
des femmes et des hommes de la branche pour un vote  
positif. Or, si l'Union syndicale suisse (USS) a progressé  
dans ce sens, la "Lutte Syndicale", organe de la FTMH,  
se contente de reproduire quelques articles généraux, pleins  
de bonnes intentions, mais qui ne s'en prennent pas aux  
relents phalocratiques encore profondément ancrés parmi  
les travailleurs (tout comme on n'a pas voulu s'attaquer aux  
réactions chauvines en défendant "Etre solidaires"). Dans  
le cas d'un vote positif les 13/14 juin, on ne semble pas  
préparer la FTMH à mener campagne pour l'application du  
principe de salaire égal, qui suppose l'entière révision des  
critères des grilles salariales.

L'inquiétude règne dans la branche quant à la sécurité  
de l'emploi (licenciements à la SSIH, à Omega Lausanne,  
mariage de raison probable entre les deux trusts SSIH-  
ASUAG<sup>1)</sup>). Les pressions contre l'égalité des femmes  
risquent de jouer une nouvelle fois à l'encontre de l'ensem-  
ble du personnel, alors qu'une défense collective, unifiant  
les rangs des hommes et des femmes serait la seule garantie  
pour maintenir l'emploi ou au moins exiger des conditions  
de reclassement.

Marie-T.

1) Voir nos articles pages 4 et 5.

### CONTRE LE NIVELLEMENT, CONTRE L'ÉGALITARISME

Monsieur Victor Dubois, président des associations  
patronales de l'horlogerie (ACBFH), compte parmi les  
créateurs du fameux comité contre l'égalitarisme. Ses  
intérêts sont clairs : refuser de rehausser de 30 o/o les  
salaires de la moitié du personnel horloger, position  
sans ambiguïté ! Ce sont au moins 10 millions de francs  
mensuellement en jeu pour la branche.

### QU'EST-CE QUE LE "TEMPS ALLOUÉ" ?

Pour une série de 1 000 pièces, le temps alloué est  
de 10 heures. La direction prévoit que les ouvrières les  
plus rapides atteindront 130 à 140 o/o, soit 1300 à  
1400 pièces en 10 heures. Mais dès qu'une proportion  
suffisante d'ouvrières dépasse ce plafond, elle cherche  
à réduire les salaires en diminuant le "temps alloué",  
par exemple à 8 1/2 heures, puis 7 heures pour le même  
travail. Il n'est pas rare qu'au cours d'une même année,  
plusieurs réductions successives représentent jusqu'à  
30 o/o de diminution du temps pour les mêmes 1 000  
pièces, sans qu'aucunes modifications d'ordre technique  
n'interviennent !

En bref, un moyen efficace pour entretenir la con-  
currence entre les ouvrières, pour les monter les unes  
contre les autres, et éliminer les moins rapides.

## Chimie bâloise :

# ELLES VEULENT AUSSI GAGNER LE MÊME SALAIRE QUE LES HOMMES...

Habitué à travailler avec des substances com-  
plexes et des produits de synthèse, le patro-  
nat de la chimie bâloise a aussi mis au point  
un système salarial subtilement étudié. L'effet final  
du salaire de base et du salaire à la fonction est  
pourtant simple : maintenir l'inégalité salariale  
entre les femmes et les hommes, au-delà même de  
ce que le nouvel article constitutionnel pourrait  
corriger.

### DES SALAIRES DE BASE INFÉRIEURS POUR LES FEMMES

Le salaire de base forme la partie la plus importante  
du salaire mensuel. En principe, il devrait correspondre  
au minimum vital, aux frais d'entretien, et être indépendant  
de l'âge, du sexe et du rendement. La convention collective  
de travail (CCT) de la chimie bâloise fixe 6 catégories de  
salaire de base :

	1981
— les ouvrières (non-qualifiées)	Fr. 2 071.—
— les ouvriers d'entreprise (non-qualifiés)	Fr. 2 211.—
— les femmes chimistes et les laborantines (formation en 2 ans)	Fr. 2 134.—
— les chimistes et les laborants	Fr. 2 275.—
— les travailleuses (seulement quelques femmes)	Fr. 2 350.—
— les travailleurs (presque tous des hommes)	Fr. 2 533.—

Dans le cadre des 3 classifications (non-qualifiés, semi-  
qualifiés et qualifiés) les femmes obtiennent un salaire de  
base inférieur à celui de leurs collègues masculins, unique-  
ment parce qu'elles sont des femmes.

Il existe depuis 1945 un contrat collectif de travail dans  
la chimie bâloise qui est renouvelé tous les 3 ans par des  
négociations entre les syndicats, entre autres la FTCP  
(Fédération du textile, de la chimie et du papier) et l'Asso-  
ciation des patrons de la chimie bâloise.

Depuis 1945, la différence entre le salaire de base pour  
les hommes et les femmes a considérablement diminué :  
elle était de 36 o/o en 1945 et de 8 o/o en 1980. Même  
pendant les années de récession, cette tendance s'est main-  
tenue. Au congrès de 1978, la FTCP détermina comme  
priorité dans l'augmentation du salaire de base la réalisation  
du principe : "A travail de valeur égale, salaire égal", et la  
disparition des catégories salariales les plus mal payées (les  
emplois occupés par les femmes).

La FTCP a demandé pour la CCT 1981-83 une augmen-  
tation des salaires féminins de base de 35 francs par année  
et a obtenu 30 francs d'augmentation salariale supplémen-  
taire et par année de CCT, afin de rehausser les salaires  
féminins de base. Il s'agit pour la FTCP d'obtenir dans la  
CCT 1984-86 les mêmes salaires de base pour les hommes et  
pour les femmes.

A ce propos, la signification de la votation du 14 juin est  
importante. Comme le nouvel article constitutionnel sur  
l'égalité salariale entrerait immédiatement en vigueur s'il  
était accepté, les travailleuses pourraient porter devant les  
tribunaux de prud'hommes un cas de salaire inégal pour un  
travail de valeur égale. Il serait alors logique que les syndi-  
cats entament tout de suite des négociations avec les asso-  
ciations patronales sans attendre l'échéance des contrats.

### UN SYSTÈME D'ÉVALUATION DES FONCTIONS QUI DÉFAVORISE LES FEMMES

Comme le montre l'étude de Hans Reis sur les diffé-  
rences de salaire dans 320 CCT de Suisse, il y a très peu de  
femmes et d'hommes qui font un travail analogue ou équiva-  
lent. On trouve par contre le plus souvent une "division  
du travail classique" entre femmes et hommes tant sur le  
plan fonctionnel que hiérarchique.

Dans la chimie bâloise, au salaire de base versé aux tra-  
vailleurs soumis à la CCT s'ajoutent 22 o/o de salaire "à la  
fonction". Le groupe féminin de la FTCP-Bâle a constaté  
que les hommes et les femmes ont des occupations diffé-

rentes dans l'industrie chimique; les travaux effectués par  
les femmes ont une appréciation inférieure dans l'évalua-  
tion des fonctions, ce qui fait qu'en moyenne les femmes  
se retrouvent dans les degrés inférieurs du système de  
salaire "à la fonction".

Voici ce que donne ce système d'évaluation pour la  
chimie bâloise :

	Ciba-Geigy	Sandoz-Bâle	Roche-Bâle
Formation			
Expérience	23,6 o/o	32,5 o/o	42 o/o
Sollicitation intellectuelle	14,5 o/o	7,5 o/o	8,4 o/o
Attention	7,4 o/o	12,5 o/o	11 o/o
Effort	10,6 o/o	12,5 o/o	7,4 o/o
Habilité	5,6 o/o	10 o/o	4,2 o/o
Direction et communication	7,5 o/o	7,5 o/o	—
Responsabilité	30,8 o/o	17,5 o/o	27 o/o

Le tableau montre qu'à Bâle chez Ciba-Geigy, Sandoz  
et Roche les critères "formation, expérience" et "respon-  
sabilité" ont le plus de valeur : Sandoz 50 o/o, Ciba-Geigy  
54 o/o, Roche 71 o/o, et influencent donc considéra-  
blement le salaire.

Cependant les hommes répondent mieux aux critères  
"formation et expérience" parce qu'ils disposent d'une  
meilleure qualification et qu'ils ont passé plus de temps  
dans l'entreprise ou dans le métier. La plupart des femmes  
en effet interrompent leur activité professionnelle à cause  
de leur mariage ou d'une maternité.

Le critère de "l'habileté" qui convient surtout aux  
postes de travail féminin est par contre mal évalué : Sandoz  
10 o/o, Roche 4 o/o, Ciba-Geigy 6 o/o.

Le critère de "l'attention" qui est aussi important par  
exemple dans les travaux de contrôle est aussi mal évalué  
que l'habileté.

Nous devrions examiner encore plus attentivement les  
systèmes d'évaluation des fonctions pour pouvoir expliquer  
comment et en quoi ils défavorisent le travail des femmes.  
Ce rapide aperçu montre néanmoins clairement que ce  
système ne peut fonctionner dans l'intérêt des femmes et  
qu'il favorise les activités et les postes de travail masculins.  
Les dispositions légales sur l'égalité salariale ne pourront  
rien changer à ce fait puisque les femmes ne gagnent pas  
moins parce qu'elles sont des femmes mais surtout parce  
qu'elles font d'autres travaux qui sont sous-évalués.

### RECOURS CONTRE L'ÉVALUATION DES FONCTIONS

Les travailleurs(euses) soumis à la CCT ont le droit de  
recourir contre l'évaluation de leur poste de travail auprès  
de la commission paritaire d'évaluation des fonctions de  
l'entreprise. Comme dans les laboratoires de l'industrie  
chimique, les hommes et les femmes font largement le  
même travail, leurs postes de travail deviennent donc  
comparables.

Si une femme apprend que son collègue occupé à une  
place de travail voisine de la sienne a un poste mieux évalué  
que le sien bien que le travail soit le même, elle peut deman-  
der la réévaluation de son poste. Ce n'est possible évidem-  
ment que si elle apprend comment le poste de son collègue  
est évalué, et celui-ci ne le lui dira pas nécessairement.

Peu de femmes sont aujourd'hui suffisamment sensibles  
à ce problème et disposent d'assez de courage et de déter-  
mination pour faire recours. Elles ont également besoin du  
soutien de leur supérieur direct et de l'encouragement de  
leurs collègues dans la commission ouvrière. Des collègues  
ont malgré tout fait recours avec succès et ont montré  
ainsi que là aussi existent des voies permettant de lutter  
pour l'égalité des droits en matière salariale.

Ce bref aperçu de la situation des salaires féminins dans  
la chimie bâloise montre bien qu'une des questions-clé  
pour les travailleuses de cette branche reste celle de leur  
sous-qualification qui les cantonne dans des travaux mono-  
tones, répétitifs, et effectivement sous-évalués. La question  
du recyclage ou des possibilités de formation ouvertes  
à tous et à toutes, comme cela a été mis en avant lors du  
renouvellement de la convention des Arts Graphiques, est  
une perspective qui mériterait d'être étudiée de plus près.

correspondante bâloise

## Résolution du Comité Central du PSO sur les finances fédérales

1. Depuis l'échec de la TVA, la bourgeoisie exerce un chantage permanent sur les salariés sous le prétexte des "caisses vides" de la Confédération. Dans les cantons et les communes, dont le bilan financier est bien plus favorable, les partis bourgeois s'empresent en revanche de demander des diminutions d'impôts. Dans un cas comme dans l'autre, le slogan "moins d'Etat" sert à exercer une pression contre les travailleurs :

- pour réduire les dépenses sociales de l'Etat (diminution des subventions fédérales comme pour l'AVS, les caisses-maladie par exemple) alors que les crédits militaires connaissent une nouvelle hausse;

- en accroissant la charge de travail du personnel des services publics : blocage des effectifs, dans certains cas des salaires réels, maintien d'un horaire élevé;

- en refusant tout nouvel impôt sur la richesse, les bénéfices et les opérations bancaires alors que la charge fiscale des salariés s'est accrue, notamment par le mécanisme de la progression à froid.

C'est cette politique bourgeoise, et non pas une prétendue fatalité économique, qui est responsable de "l'impasse financière" de l'Etat. D'ailleurs, les réserves de l'ensemble de l'économie, spécialement des banques et des grands trusts, affichent pendant ce temps des résultats toujours très favorables.

### Les objectifs du nouveau régime financier

2. La révision des finances fédérales que proposent le Conseil fédéral et la majorité du parlement, avec l'aval du Parti Socialiste Suisse (PSS), s'inscrit dans la même logique :

a) la modification de l'Impôt de défense nationale (IDN) n'accroît pas l'imposition des hauts revenus et de la fortune. L'augmentation des déductions sociales ne compense pas la progression à froid. La presse bourgeoise reconnaît elle-même que cette "compensation" ne respecte pas la Constitution (qui exige l'indexation des barèmes fiscaux) et qu'il s'agit simplement de "donner un sucre" (vu le regain de l'inflation) pour faire accepter aux travailleurs l'ensemble de la révision des finances fédérales.

b) la hausse de l'Impôt sur le chiffre d'affaires (ICHA), comme tout impôt indirect, même si celui-ci est moins fort que la Taxe à la valeur ajoutée (TVA) et épargne certains biens de première nécessité, frappe davantage les salariés consommateurs que les hauts revenus. Cette mesure, qui accroît l'inflation, vient s'ajouter à la hausse de plusieurs taxes au cours des dernières années (transports, téléphones par exemple).

c) parallèlement, la bourgeoisie annonce son intention de demander la suppression de la "taxe occulte" de l'ICHA pour favoriser l'industrie d'exportation. Les 900 millions que représenterait cette mesure correspondent à peu près au manque à gagner que doivent supporter les travailleurs avec la non-application de l'indexation des barèmes fiscaux.

d) enfin, tout ce projet, en limitant les ressources financières de l'Etat, a pour but de préparer de nouvelles restrictions budgétaires et sociales de la Confédération, des cantons et des communes qui se reporteront tant sur les services sociaux dont devraient pouvoir jouir les salariés que sur les conditions de travail du personnel des services publics. Le Conseil national a voté, dans ce sens, une motion du Parti Radical demandant au Conseil fédéral de présenter, d'ici à fin 1982, un rapport sur de nouvelles mesures d'économies budgétaires, complémentaires à celles déjà en vigueur.

3. La bourgeoisie veut ainsi placer le mouvement ouvrier devant un "fait accompli" : faute de TVA, acceptez les restrictions budgétaires et sociales ! En même temps, les nouveaux crédits d'armement, les propositions visant à privatiser certains services publics rentables, le refus de toute nouvelle imposition du capital favorisent les profits des banques et des patrons. Il n'est pas vrai que cette politique va assurer la "stabilité de notre économie", sauver des emplois et limiter la hausse du coût de la vie. La reprise de l'inflation, l'amorce d'un nouveau recul conjoncturel, les restructurations dans l'industrie et les services qui éliminent des emplois — tout cela montre que les sacrifices exigés des travailleurs, du public comme du

privé, ne les mettent pas mieux à l'abri des contradictions de l'économie de marché.

Le régime actuel des finances fédérales devrait constitutionnellement prendre fin en 1981. Dès lors, et compte tenu des deux échecs d'introduction de la Taxe à la valeur ajoutée (TVA), le Conseil fédéral et la majorité du parlement proposent de proroger les deux sources fiscales — mis à part le revenu des taxes douanières — dont dispose pour l'instant la Confédération, l'ICHA (impôt indirect sur le chiffre d'affaires) et l'IDN (impôt direct, dit de défense nationale). En y ajoutant toutefois un certain nombre de modifications — et en refusant d'y inclure certains allègements sociaux, comme en repoussant une taxation plus forte des hauts revenus ou une imposition de la fortune — la bourgeoisie cherche clairement à profiter de cette échéance pour faire passer les travailleurs à la caisse. C'est là la raison principale de notre "non", qui en même temps se veut un "oui" à la défense des acquis sociaux des travailleurs, un "oui" à la mise en avant de solutions propres au mouvement ouvrier.

# NON AU CHANTAGE DE LA BOURGEOISIE



privé, ne les mettent pas mieux à l'abri des contradictions de l'économie de marché.

### La responsabilité des directions ouvrières

4. Donner une main à cette politique sous prétexte de "sauver l'Etat social" n'assure donc en rien ni la défense des condi-

de la richesse. Après le premier échec de la TVA, ils s'en étaient distancés pour exiger des recettes fiscales perçues sur le capital et les banques, ce qui a conduit à l'enterrement définitif de la TVA. Mais aujourd'hui à nouveau, le PSS et la bureaucratie syndicale s'alignent totalement sur les projets de la bourgeoisie en soutenant la révision des finances fédérales bien qu'aucune de leurs propositions n'ait été prise en considération (taxation des avoirs bancaires et de la richesse). Ils abandonnent ainsi le combat avant même d'avoir commencé à le porter dans le mouvement ouvrier et ont déjà donné leur soutien aux paquets d'économie de 1980. Ainsi le PSS et la direction de l'USS défendent, une fois de plus, leur politique de collaboration au niveau gouvernemental contre les intérêts des travailleurs.

### Les raisons de notre refus

5. Les travailleurs et leurs organisations ne pourront sortir de cette impasse s'ils continuent à prendre pour argent comptant le chantage aux "caisses vides" de la bourgeoisie. Refuser la révision des finances fédérales n'est pas adopter la politique du pire, ni mettre en danger "l'Etat social". Celui-ci est de toute façon mis en cause par la bourgeoisie, y compris avec le projet actuel. Seule une politique indépendante des organisations ouvrières, avançant leurs propres solutions pour défendre et étendre les acquis sociaux permettra de sortir de cette impasse.

Bien que nous soyons opposés, de manière générale, aux impôts indirects, nous ne faisons pas de cet argument notre critique prioritaire face au PSS dans ce débat sur les finances fédérales. Il s'agit, au contraire, d'opposer à la réforme bourgeoise des finances fédérales, les propositions propres du mouvement ouvrier (que le PSS est prêt à sacrifier) et qui comportent en particulier :

a) le refus de toute restriction des dépenses sociales et du chantage aux "caisses vides". Les ressources existent, comme en témoignent les bilans des banques et des entreprises. Quant aux travailleurs, surtout en période de difficultés économiques, ils sont plus que jamais en droit d'exiger de l'Etat qu'il assure des dépenses sociales qui défendent les salariés de manière solidaire.

b) l'amélioration des conditions de travail du personnel des services publics, en particulier l'adaptation et l'indexation des salaires réels, un salaire minimum de la fonction publique, la semaine de 40 heures et une hausse des effectifs.

c) l'indexation automatique des salaires et des barèmes fiscaux, calculés sur la base d'un indice des organisations ouvrières.

d) des recettes fiscales nouvelles en appliquant les mesures exigées de longue date par le mouvement ouvrier, le Parti Socialiste Suisse en particulier : harmonisation du système fiscal sur le plan national (contre la fraude légale), mesures énergiques contre la fraude fiscale, taxation plus forte de la fortune et des hauts revenus, imposition de l'héritage (qui rapporterait, à elle seule, plus d'un milliard à la Confédération), imposition des avoirs financiers des banques et de leurs opérations bancaires, impôts indirects sur les produits de luxe et non sur les biens de consommation courants.

e) une diminution massive des dépenses militaires.

f) enfin, seule la nationalisation des banques et du crédit peut commencer à instaurer un contrôle sur l'ensemble des ressources financières de la société et non pas seulement sur la part que les capitalistes sont prêts à déclarer au fisc.

Certes, tous ces objectifs ne sont pas réalisables dans l'immédiat. Mais une chose est claire : si le mouvement ouvrier, refusant le chantage bourgeois, avance ses propres solutions et mobilise contre les projets bourgeois comme contre les restrictions budgétaires et sociales, il peut modifier le rapport de forces et sortir de l'impasse où la bourgeoisie tente de l'acculer depuis plusieurs années. C'est de ce côté, et non dans le soutien à la politique financière bourgeoise, qu'il faut s'orienter pour pouvoir défendre les acquis sociaux des travailleurs. C'est en fonction de ces considérations que le Parti Socialiste Ouvrier (PSO) appelle à voter NON à la révision des finances fédérales.

Comité Central du PSO

## Rencontre nationale des Cercles La Taupe et Uni-Brèche :

Les 23 et 24 mai s'est tenue à Bâle une rencontre nationale regroupant les membres des Cercles jeunes sympathisants du Parti socialiste ouvrier (PSO). Environ 150 jeunes, âgés pour la grande majorité d'entre eux de 16 à 23 ans, se sont réunis. Près de la moitié étaient des apprentis ou des salariés, l'autre moitié des étudiants et collégiens. 40 o/o des participants étaient des filles.

Cette rencontre fut l'aboutissement d'un effort déployé depuis une année par les cercles pour accroître leur audience et leur recrutement, au travers des campagnes politiques menées dans les écoles, les universités et sur les lieux de travail.

Elle a été aussi l'expression concrète des possibilités non-négligeables qui existent pour faire progresser les idées révolutionnaires dans la jeunesse, pour gagner des jeunes à la perspective du socialisme.

### Jeunesse et mouvement ouvrier

La rencontre fut introduite par un membre du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale, qui tira quelques leçons de l'histoire des organisations de jeunesse du mouvement ouvrier en Suisse. Il fit notamment le rapprochement avec les jeunesses socialistes de Willi Münzenberg, fondateur ultérieur du Parti Communiste suisse, qui, en plein milieu de la Première Guerre mondiale, organisa les premières manifestations de rue contre la boucherie impérialiste. La manifestation la plus significative se déroula à Zurich, en 1916, le jour de Noël, le long de la Bahnhofstrasse (aujourd'hui également haut lieu des manifestations de jeunes) et fut le signe annonciateur du revirement des travailleurs contre la guerre qui lui-même déboucha sur la vague de grèves de 1917/1918. A la différence, toutefois, d'aujourd'hui, le mouvement ouvrier et syndical constituait une force attractive, notamment parce que les jeunes purent se lier rapidement aux courants de gauche d'opposition au sein du PSS et des syndicats, qui disposaient d'une réelle audience parmi les travailleurs. Aujourd'hui 40 ans de paix du travail ont fait du mouvement ouvrier une force peu attrac-

tive. La politique de ses dirigeants ne suscite que peu d'espoirs de changement, le fonctionnement et l'orientation actuels des syndicats sont des obstacles rebutants à une activité des jeunes en leur sein. D'où le sentiment d'isolement que de nombreux jeunes expriment — ils se sentent les seuls à vouloir vraiment agir de façon énergique et intransigeante pour changer la vie. Cela ne doit pas, cependant, conduire au désespoir ni au repli sur soi-même. Au contraire, une réactivation du mouvement ouvrier passera par un effort constant des révolutionnaires, et en particulier des jeunes, pour introduire d'autres méthodes d'action et d'autres idées que celles pratiquées depuis des décennies par les directions syndicales et du PSS.

### Internationalisme, antimilitarisme et formation professionnelle

La rencontre se sépara ensuite en trois groupes de travail : la solidarité avec les travailleurs de Pologne, avec ceux d'Amérique centrale et la lutte contre les velléités d'accroître les dépenses militaires et le poids de l'armée.

Le dimanche matin, après une grande fête organisée par les camarades bâlois du PSO/La Taupe, on fit un bilan précis des campagnes menées l'année écoulée. Un grand thème abordé fut les conditions de formation de la jeunesse : à l'Université, les restrictions budgétaires provoquent une dégradation des conditions d'étude; l'apprentissage devient plus difficile tant en ce qui

concerne l'étendue de la qualification professionnelle qu'en ce qui a trait aux conditions de travail. A l'école, le resserrement de la discipline et de la sélection accroît les inquiétudes des écoliers face à l'avenir.

Des groupes de travail étudièrent des questions plus précises, notamment la lutte pour l'intégration des apprentis dans les Conventions collectives de travail (CCT), le combat contre la nouvelle loi sur la formation professionnelle et pour l'application des cours facultatifs, la lutte contre les discriminations des filles à l'école, avec l'exemple du boycott des cours ménagers.

Une conclusion s'imposa : il faut redoubler d'efforts pour porter ces campagnes dans toutes les organisations qui veulent parler au nom des jeunes, dans les jeunesses syndicales, chez les associations d'étudiants et d'écoliers, afin que, petit à petit, la jeunesse puisse se doter des instruments lui permettant d'exprimer ses intérêts mais également de porter le combat pour une réorientation du mouvement ouvrier.

Le dimanche après-midi fut entièrement consacré à la discussion sur les mobilisations de la jeunesse de cette dernière année et l'intervention des Cercles en leur sein. L'accent fut mis sur la nécessité d'élargir les mobilisations ainsi que l'appui aux revendications des jeunes, ce qui implique un choix quant aux moyens d'action utilisés. En outre, les participants votèrent une résolution résumant l'orientation des cercles en direction du mouvement ouvrier.

On se quitta, en promettant de se revoir ces prochains mois, lors des prochains pas menant à la fondation d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse.

A. Meylan

# Un pas sérieux vers la construction d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse

## CINEMA

La critique a accueilli fraîchement ce film. Certains le trouvent gland, d'autres complaisant. Les critères de classe n'intéressent pas ces messieurs de la critique, le marxisme n'est plus à la mode. Or pour Fassbinder il y a encore des bourgeois et des prolétaires.

Et "Lili Marleen" est un chef-d'œuvre qui doit absolument être vu par chacun.

Le cinéma européen de ces quinze dernières années est constellé de réalisations qui plongent dans le IIIème Reich pour mettre en évidence les racines de la barbarie nazie, pour éduquer le spectateur, le prémunir.

Des "Damnés" de Visconti au "Portier de nuit" de Cavani un premier cycle se déroule. L'horreur est illustrée. Les personnalités, sous l'empire de la machine nationale-socialiste, sont dissoutes dans la violence aveugle, noyées dans la perversion. En toile de fond, les bruits de bottes, les mouvements de capitaux, les séances d'état-majors et les réunions de comploteurs rappellent les mouvements de l'histoire qui ont permis cette déchéance de l'humanité. Visconti signe un film qui dévoile et combat le régime hitlérien. Liliana Cavani boucle la boucle : elle excuse les agents de ce régime en cherchant les ressorts individuels et irrationnels (?) qui conduisent à torturer, à accepter (?) la torture.

Durant les années 70, des cinéastes se penchent sur l'Allemagne et les Allemands. Ils veulent expliquer, démontrer. Rainer Werner Fassbinder contribue dans une large mesure à cet effort ("Le Mariage de Maria Braun", "Despair"). Avec "Lili Marleen" (et Hannah Schygulla, l'interprète principale) il atteint un niveau inégalé jusqu'alors !

## Lilly Marleen



## de R.W. Fassbinder

"Cette histoire commence en 1938, sept ans avant la fin de la guerre", ce sont les premiers mots du film

La nostalgie d'une chanson soulage les soldats — travailleurs sous l'uniforme — de la tension des combats. Largement diffusée par les autorités, cette chanson rapporte gloire et prestige à son interprète.

Portée aux nues, Willie (la chanteuse) est courtisée par les plus hauts dignitaires. Petite allemande, fiancée des soldats, n'est-elle pas la preuve de l'intérêt que portent aux masses les chefs de la dictature ?

La tristesse des couplets rejoint celle des pioupiou dispersés dans l'enfer des champs de bataille, après la destruction de leurs partis et syndicats ! Elle est le véhicule des débuts de leur révolte et Willie est

prise en otage par le régime déclinant. Willie commence alors une double vie et rejoint la résistance en 1942.

Les SA de 1939, brutes toutes-puissantes, vident la salle lors de la première interprétation publique de "Lili-Marleen". Cette chanson porte atteinte au moral des troupes ! Ils annoncent le train d'appelés des dernières images : un mégaphone impuissant intime l'ordre aux sol-

dats d'oublier leur chanson et eux chantent "Lili-Marleen", chantent leurs amours perdues, leur peur, leur faiblesse, chantent ensemble leur colère et leur force naissantes. Stalingrad, l'Afrique du Nord tombent, le débarquement de Normandie est proche, le régime est à bout.

### Fassbinder n'épargne pas les bourgeois

Pour la première fois au cinéma, Fassbinder montre la genèse du sionisme contemporain (cette collaboration de classe particulière entre bourgeois et travailleurs juifs) dans le terreau abominable de l'Holocauste. Fassbinder démolit 1) deux mythes symétriques et complémentaires : celui de la complicité du prolétariat allemand avec son bourreau fasciste — le mythe de la responsabilité collective du peuple allemand — et celui de la passivité masochiste des Juifs face à leurs assassins.

Fassbinder exprime des valeurs élémentaires : l'amour, l'aspiration au bonheur, à la paix, à la fraternité des peuples et des travailleurs. Ces valeurs sont les nôtres. Fassbinder combat de féroces fantômes et craint qu'ils ne reprennent consistance. Son œuvre et notre combat sont intimement liés.

Grünberg

1) Il enterre de même ce mythe réactionnaire, qui fait jaser les petits-bourgeois, selon lequel des rapports positifs unissent bourreau et victime. La Cavani (avec "Portier de nuit") relançait cette idée en septembre 1973. Le 11 septembre 1973 un coup d'Etat fasciste renversait l'Unité populaire au Chili...

A la grande différence de 1968 cependant, la mobilisation ouvrière et populaire en Pologne n'a cessé de gagner en profondeur. Plusieurs exemples le montrent.

**Manifestation de masse à Varsovie**

Le 25 mai à Varsovie, des milliers de manifestants ont répondu à l'appel des syndicats étudiants pour exiger la libération des prisonniers politiques. Indice sûr, le "Rude Pravo" de Prague s'en est violemment pris à cette manifestation. Il est vrai que si les masses se mettent à contester le droit aux bureaucrates de trancher qui est ou n'est pas "antisocialiste", les inquisiteurs de Husak ont de quoi être inquiets ! Or les manifestants affichaient un "je suis un élément antisocialiste" comme d'autres jadis scandaient "nous sommes tous des Juifs allemands".

**L'alliance ouvrière et paysanne**

Parallèlement, la jonction entre ouvriers et paysans s'est affirmée avec l'enregistrement légal de Solidarité paysanne. Ses dirigeants reconnaissent : "C'est la première fois dans l'histoire qu'un syndicat paysan voit le jour dans notre pays et c'est grâce aux ouvriers qui nous ont montré la voie". Le pouvoir bureaucratique, qui n'a jamais réussi à gagner la paysannerie 1), se voit ainsi confronté à une force redoutable. "Unité", hebdomadaire de Solidarité de Szczecin, écrit très justement que cette alliance ouvrière-paysanne "signifie que le pouvoir perd la possibilité de manipuler tranquillement et de manière incontrôlée une partie de la société". En effet, les liens se tissent. Solidarité de Varsovie a décidé un prêt de 4 millions de zlotys aux paysans de Bieszczady pour acheter 15 tracteurs. Les ouvriers d'Ursus (fabrique de tracteurs) ont

Au lendemain de l'épreuve de force de Bydgoszcz, en avril, le Comité Central du POUP (PC polonais) avait fixé au 14 juillet le Congrès du parti attendu depuis des mois. Depuis, les tensions entre les masses et l'appareil bureaucratique n'ont pas diminué. Et celui-ci passe aux menaces... comme en 1968, avant le Congrès du PC tchécoslovaque, qui dut se tenir dans la clandestinité.

**Pologne :**

**Le Congrès du POUP aura-t-il lieu ?**

décidé de travailler le samedi pour produire des tracteurs pour les paysans les plus démunis (les autorités l'ont interdit !) et enquêtent sur les besoins en machines agricoles. De son côté, le syndicat paysan avait appelé les paysans à assurer l'approvisionnement en cas de grève générale en avril.

Ce que le "socialisme" bureaucratique a été incapable de réaliser, gagner la paysannerie au régime et au système de coopératives, la mobilisation ouvrière est en train de le faire. A Bieszczady, tout est prêt pour l'utilisation collective des tracteurs offerts par Solidarité de Var-

sovie et des "coopératives sauvages" se forment dans la région de Poznan.

**Les suites de Bydgoszcz**

Dernier indice, qui inquiète fortement l'appareil : la police commence aussi à revendiquer ! Dès les événements de Bydgoszcz, les MKZ de Solidarité en appelaient aux services de police pour qu'ils "ne soient pas un outil aveugle de la terreur". Au 2e commissariat de Gdansk, une résolution des policiers y répond en soulignant que "les fonctionnaires de MO (milice) ne peuvent accepter l'opposition entre la milice et la société" et revendi-



Kania, dirigeant du POUP : pas vraiment la joie !

quent toute clarté sur les événements de Bydgoszcz, l'arrêt des attaques de Solidarité contre la police, l'explication sur les privilèges de certains.

Enfin, il semble qu'à Bydgoszcz même Solidarité commence à s'impatienter des lenteurs mises à l'épuration promise et annonce une grève générale pour que promesse soit tenue.

**Les menaces de la bureaucratie**

Tous ces éléments ne font qu'accroître les craintes de la bureaucratie. La "Pravda" la première donne

le ton en dénonçant la "révolution rampante" et les éléments anti-socialistes dans le parti 2). "La sécurité n'est plus assurée" titre ce journal. Il entend évidemment la sécurité des bureaucrates ! Deux d'entre eux, anciens ministres accusés de prévarication, en ont déjà tiré la conclusion : ils se sont suicidés le 25 mai.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'appel du forum de Katowice, préparé par une aile de l'appareil, appelant ouvertement à l'aide. Comme Bilak en Tchécoslovaquie en 1968 ! La réaction a été immédiate, de nombreuses motions protestant contre ces menaces. Il n'empêche que M. Kania vient de rencontrer le maréchal Koulikov pour discuter des "tâches communes de l'armée polonaise, des forces armées soviétiques et des autres armées du traité dans la défense de la paix et du socialisme". Ces formules annoncent-elles un report du Congrès ?

La mort du cardinal Wyszynski — enseveli comme un chef d'Etat ! — a donné l'occasion au pape et son Eglise de dire ce qu'ils pensaient de tout cela. Jean-Paul II a immédiatement proposé aux travailleurs d'observer un mois de deuil. Mais sa prière risque fort de ne pas être suivie : depuis bientôt un an, les masses polonaises ont un autre instrument de défense, leurs syndicats, dont les coups de boutoir contre l'ordre bureaucratique sont in finement plus efficaces que des homélies.

2 juin 1981, M. Thévenaz

1) Les fermes d'Etat et coopératives forment le 20 o/o des terres et produisent un peu moins de 20 o/o de la production agricole. Elles s'arrogent cependant 66 o/o des subventions étatiques. On comprend que la masse des petits paysans (dont la majorité n'a pas plus de 10 ha) n'ait guère été convaincue des avantages du "socialisme".

2) Cf. La Brèche no 252 du 25. 4. 1981 et no 253 du 9. 5. 1981 sur la crise dans le parti avec les interviews d'Iwanov, ouvrier membre du POUP de Torun.

**"Une seule voie encore ouverte : se battre"**

Un homme interviewé sur une place de la capitale expliquait récemment qu'il avait perdu son emploi d'annonceur à la radio il y a une année : "J'ai dû vendre tout ce que je possédais à l'exception du pantalon et de la chemise que je porte aujourd'hui. Si cela continue ainsi pour encore quelque temps, le chaos va venir. Certains d'entre nous auront recours au vagabondage, mais d'autres n'auront qu'une seule voie encore ouverte : se battre".

Ainsi, la crise économique — ou plus simplement la faillite — du régime de Duarte, le premier ministre démocrate-chrétien, et des militaires prépare les conditions objectives pour une nouvelle montée de la combativité des masses urbaines, que la répression et la pression militaire du régime avaient contraintes à l'attentisme, depuis près d'une année. Ce n'est donc pas un hasard si l'on a appris récemment que des unités du FMLN (Front Farabundo Marti de Libération Nationale) avaient attaqué des troupes de la junte en plein centre de San Salvador le 29 mai. Alors qu'un fort groupe de guérilleros attaquaient un véhicule de transport de troupes devant l'église San-Francisco, au centre de la capitale, d'autres commandos attaquaient, simultanément, des postes militaires dans les environs du palais national, de l'Hôtel de ville, du Parc Libertad et jusqu'aux abords du ministère du travail. Après une heure de combats, les unités de guérilla décrochèrent pour échapper aux troupes de la junte. De telles actions ne s'étaient jamais vues depuis longtemps même durant l'offensive de janvier dernier, ce qui est probable-

**El Salvador :**

**LA CRISE S'APPROFONDIT**

Les Etats-Unis ont récemment annoncé leur intention de doubler le montant de l'assistance économique au Salvador qui avait été budgétée pour l'année en cours, portant celle-ci au total de 126,5 millions de dollars. Cette aide est destinée à bloquer la chute vertigineuse de l'économie salvadorienne provoquée par la fuite des capitaux, le blocage des crédits et investissements étrangers et la baisse du prix du café sur le marché mondial.

Ainsi que le maire démocrate-chrétien de San Salvador l'indiquait récemment "Les gens n'ont plus de travail depuis des mois et deviennent désespérés. C'est exactement ce que la gauche espérait".

ment le signe d'un redoublement de l'activité du FMLN et du FDR dans les centres urbains.

**L'échec militaire de la junte**

Cette poussée est également le reflet des difficultés militaires sé-



rieuses auxquelles la junte est confrontée. Dans les zones contrôlées par le FMLN, notamment à Morazan, l'armée salvadorienne n'a pu récupérer le terrain perdu lors de l'offensive de janvier dernier. Le 11

mai, le FMLN abattait son premier hélicoptère Huey UH-1H fourni par les Etats-Unis pour la lutte anti-guérilla. De plus, dans la même région, de nombreux véhicules — camions et jeeps — ont été détruits

par le FMLN. Selon un journaliste de l'"International Herald Tribune", l'armée salvadorienne a perdu ces dernières semaines jusqu'à vingt hommes par jour, chiffre élevé pour une petite armée comme celle du Salvador (IHT, 14 mai 1981).

Dans la capitale, les chefs militaires et Duarte continuent à répandre l'image d'une guérilla épuisée et en perte de vitesse. En réalité les rapports sur la province de Morazan indiquent que la capitale — Gotera — est devenue un fort militaire retranché, dont les alentours sont contrôlés par le FMLN. Récemment celui-ci occupa la ville de Rosario pour deux semaines, du 16 avril au 1er mai. Le gouvernement mobilisa 2 000 hommes venant de toutes les parties du pays, et encercla la ville pour mener ce qui devait être une opération militaire majeure. Toutefois, avant que les forces gouvernementales puissent attaquer, la guérilla passa au travers de leurs lignes pour s'échapper sans dommage. Jusqu'à présent il y a eu peu de rapports sur les victimes parmi la guérilla, ce qui démontre, selon des observateurs bien informés, que celle-ci maîtrise les conditions de ses affrontements avec l'armée salvadorienne, étant en mesure de choisir l'heure et l'endroit des confrontations, tout en évitant des batailles frontales.

On comprend donc pourquoi Duarte refuse actuellement toute solution de médiation, telle qu'elle est notamment avancée par la social-démocratie, car l'ouverture de négociations sans une défaite préalable du FMLN ne pourrait que tourner à son désavantage, accentuant la démoralisation dans les rangs de l'armée et ouvrant la porte à des processus insurrectionnels dans les villes.

A. Meylan

Italie :

# P2 : radiographie d'un Etat bourgeois

Le 17 mars, un industriel suspecté d'avoir trempé dans les diverses escroqueries et les assassinats de l'affaire Sindona, Licio Gelli, voit sa villa toscane subir une fouille. Deux mois plus tard, le gouvernement Forlani, lâché par les socialistes de Bettino Craxi, remet sa démission. Tout le monde annonce une des plus longues crises gouvernementales que l'Italie ait connues. Les documents découverts chez l'industriel du textile d'Arezzo, ancien officier mussolinien, militant fasciste jusqu'au bout (au service de la République de Salò), impliquent près d'un millier de dignitaires, à commencer par des ministres de Forlani. Grands commis de l'Etat, financiers, industriels, les chefs de toutes les armes (notamment tous les services secrets !), mais aussi la hiérarchie judiciaire, policière, et même deux figures de proue socialistes (dont un ministre, Manca, et le chef du groupe parlementaire, Labriola) figurent en effet sur la liste des adhérents de cette loge ultra-secrète, désavouée par la franc-maçonnerie traditionnelle.

Il se pourrait que ce ne soit d'ailleurs qu'une première "charrette", néanmoins, outre cette "société secrète", les autres documents révélés par le scandale attestent provisoirement d'un considérable "marché des secrets d'Etat et de la corruption". En effet, Licio Gelli conservait les "reçus" et les "quittances", aux chiffres astronomiques, attestant de transactions financières secrètes entre les membres de la Loge P2 (dont les membres ne semblaient pas se connaître entre eux).

## Règlement de comptes...

Les révélations successives des scandales qui affectent la classe dominante italienne agissent comme des rayons X appliqués à la société : sous leur effet, on voit apparaître les squelettes du pouvoir et quelques-uns des organes vitaux qui, en temps normal, disparaissent sous les cosmétiques de la "démocratie".

L'image ainsi donnée est particulièrement crue : la bourgeoisie italienne se révèle tour à tour conspiratrice, corruptrice, cynique, dissimulatrice, et ses seules valeurs fondées sur l'argent et la force armée. Ces deux derniers domaines sont précisément ceux qui constituent le dénominateur commun des 962 personnages cités sur les listes de la loge P2, qui gravitent en effet autour de deux pôles : le financier sicilien Michele Sindona (détenu à New York après un faux enlèvement et un krach financier qui semble lié à celui du Crédit Suisse de Chiasso — cf. La Brèche no 158 du 14. 5. 1977) d'une part, et les plus hauts sommets de l'appareil militaire d'autre part.

Mais, à ce stade, une restriction s'impose. De la fort longue série de scandales ayant impliqué des couches plus ou moins larges de la bourgeoisie italienne, et dont la grande majorité touche les dirigeants nationaux ou les caciques

régionaux de la Démocratie-Chrétienne (au pouvoir depuis la fin de la dernière guerre sans discontinuer), très peu nombreux sont ceux qui ont pu être révélés par le mouvement ouvrier. En d'autres termes, la plupart de ces "scandales" correspondent à des règlements de comptes entre différentes fractions de la bourgeoisie italienne; c'est pourquoi ils mènent rarement à de véritables épurations; leur finalité n'est pas que "justice soit faite", mais que de nouveaux rapports de forces entre différentes couches ou fractions de la bourgeoisie soient reconnus et qu'il en soit tenu compte dans la répartition des responsabilités gouvernementales et la distribution des prébendes...

Deux remarques sur les conséquences politiques pour conclure. Tout d'abord, il est remarquable de constater que les "grandes familles" de la bourgeoisie industrielle et financière du Nord paraissent devoir ressortir peu éblouies de cet énième scandale. Une indication qui permet d'interpréter ce scandale comme partie d'un règlement de comptes entre l'aile la plus "dynamique", du point de vue capitaliste, et l'aile la plus "parasitaire" (toujours d'un point de vue capitaliste), de la bourgeoisie italienne. La première est en effet en passe de réussir sur deux tableaux fort importants pour ne pas perdre trop de points face à la concurrence capitaliste mondiale : mettre à genou la classe ouvrière et ses organes de défense à l'intérieur des entreprises (pré-condition la plus importante pour une remontée du taux de profit

capitaliste); et d'autre part, mobiliser le capital italien, dispersé dans nombre d'activités spéculatives contribuant notamment à maintenir l'inflation à un haut niveau, pour l'injecter dans des investissements destinés à améliorer la productivité des trusts les mieux placés. Cette bourgeoisie voit ses efforts considérablement entravés par l'incurie de l'administration corrompue aux mains des franges les plus clientélistes de la Démocratie-Chrétienne. Elle souhaite réaliser des opérations politiques habiles et délicates en vue de paralyser encore plus la force de résistance du mouvement ouvrier — sans l'affronter massivement et trop brutalement (à la différence des fascistes), pour ne pas prendre le risque de réveiller le "fauve" endormi. Or, comment réussir à "intégrer" la direction du Parti Communiste italien (qui pour sa part ne demande qu'à se laisser faire) aux strapontins de l'appareil d'Etat, si les hommes-clé de l'administration craignent comme la peste tout changement de méthodes d'administration, qui ne manqueraient pas de révéler sans délai le tissu de "combines" et de corruptions dans lequel ces personnages se retrouvent eux-mêmes piégés ?

Une autre indication vient à l'appui de cette version du règlement de comptes : la formule de gouvernement la plus souvent citée ces jours-ci est celle d'un gouvernement axé autour du PRI et de la DC (Républicains / Démocrates-Chrétiens). Le petit Parti Républicain ne peut prétendre paradoxalement —

vu sa force électorale très limitée — constituer une "solution de rechange" que pour deux raisons très importantes : c'est d'une part le parti des grands industriels du Nord; et d'autre part les communistes ont laissé entendre qu'ils seraient peu hostiles à un président du conseil républicain premier ministre, alors qu'ils ne veulent plus entendre parler d'un président du conseil DC. Or les Républicains eux-mêmes sont partisans d'une "ouverture" aux communistes — c'est-à-dire à une domestication accrue des Syndicats par le biais d'une politique d'austérité agréée par les communistes associés sous une forme ou une autre aux responsabilités gouvernementales.

On le voit, le thème de l'"assainissement" de la vie politique italienne (réclamé à grands cris par le PCI) est porteur de passablement de mystifications pour la classe ouvrière italienne. Il est d'autant plus regrettable — alors qu'en moins d'une année depuis le tremblement de terre au Sud de Naples un véritable "séisme" secoue pour la seconde fois la crédibilité de la Démocratie-Chrétienne, que les directions du mouvement ouvrier refusent toujours obstinément de s'engager sur la voie de la défiance systématique à l'égard de la bourgeoisie italienne et de ses solutions aux problèmes du pays. En refusant de choisir entre la Mafia et les ingénieurs du profit capitaliste, le mouvement ouvrier pourrait imposer ses propres voies et son propre gouvernement...

2. 6. 1981, F. Gonseth

## Etat espagnol :

La prise d'otages de la Banque Centrale de Catalogne à Barcelone est venue confirmer les menaces que les putschistes et les fascistes font peser sur le régime démocratique bourgeois de l'Etat espagnol. A défaut de réagir avec ses propres moyens, le mouvement ouvrier risque de sombrer dans la plus grande confusion, entretenue par le gouvernement.

## Après la prise d'otages de Barcelone,



# LES MENACES PUTSCHISTES, TOUJOURS PRÉSENTES...

Les réactions suscitées lors de la prise d'otages ont donné la mesure de la menace. C'est ainsi que l'éditorialiste du journal "El País" écrit que la prise de la banque a "menacé l'Etat, retenu le souffle des gouvernements européens, déclenché les solidarités politiques de tous les démocrates du monde et mis en péril la stabilité du pays" (26. 5. 1981). La découverte d'un tunnel souterrain destiné peut-être à servir à un attentat contre le roi a renforcé l'idée d'une opération de grande envergure. Pourtant, pris en tenaille entre les pressions directes d'une armée qui dicte sa politique depuis le 23 février et une opposition qui lui demande des comptes, le gouvernement espagnol se confond en explications lacunaires, obscures et contradictoires et multiplie les interprétations. Il n'en dévoile pas moins son principal souci : épargner l'appareil d'Etat, laver les institutions héritées du franquisme des soupçons qui pèsent sur elles.

## La participation des gardes civils : une hypothèse gênante

A cette fin, Calvo Sotelo, chef du gouvernement, a rapidement écarté la possibilité d'une participation des gardes civils à l'assaut de la banque, allant ainsi à l'encontre de ses premières déclarations, comme de l'avis de la police et des militaires, et n'hésitant pas à recourir à l'in vraisemblable : "complot anarchiste" ou "aventure de malfaiteurs", réduction de 27 à 11 du nombre d'assaillants (dont 1 a pris la fuite...), "simulation" du commando, etc., le tout en contradiction complète avec les témoignages des otages, jugés trop "choqués" pour pouvoir restituer la vérité. C'est en effet une hypothèse gênante que celle de la participation de gardes civils. L'admettre, pour le gouvernement, c'est donner prise aux critiques et interpellations des

partis ouvriers au sujet de la libération des gardes civils impliqués dans le putsch du 23 février et de ses tentatives de couvrir les auteurs du crime d'Almería, où des gardes civils ont assassiné trois jeunes travailleurs, après les avoir mutilés et criblés de balles. A cette occasion d'ailleurs, le PSOE et le PCE ont demandé la démission de Rosón, ministre de l'Intérieur.

## Où mène le "consensus national" ?

Or le gouvernement n'entend pas renoncer à un prétendu "soutien populaire", tel qu'il s'est manifesté (par exemple le 8 mai), lors des deux minutes de silence auxquelles avaient appelé les quatre grands partis (PCE, PSOE, UCD, AP<sup>1</sup>), systématiquement réunis depuis le coup du 23 février par un grand "consensus national" "contre le terrorisme et en solidarité avec les forces armées et celles de la sécurité de l'Etat". D'où la formule, soufflée par Felipe Gonzalez, leader du PSOE, d'un "vaste complot contre la démocratie", et l'arrestation, momentanée et très formelle, des éléments d'extrême-droite les plus ultra et les plus connus. Ainsi se trouvent identifiés terrorisme et putschisme comme les deux faces d'une même pièce, comme les deux extrémismes à combattre. C'est précisément en revendiquant ce "soutien populaire" que Calvo Sotelo a annoncé une nouvelle série de mesures répressives : trois pièces maîtresses de l'arsenal franquiste (dont l'abolition fut le résultat de longues et pénibles luttes), les tribunaux spéciaux, l'état d'exception et la peine de mort, risquent fort d'être rétablies. En même temps, la réputation des corps répressifs, si chère aux ultras du régime, est sauvegardée et la police peut tranquillement continuer à coller ses affiches dans les rues de Madrid, où l'on peut lire : "La police à côté de tes libertés. Rapproche-toi d'elle".

## Briser le silence, dépasser la confusion !

Le mouvement ouvrier de l'Etat espagnol acceptera-t-il encore longtemps que sa peur et son rejet de la violence soient traduits en éloges à l'armée et à la police et que son besoin de combattre le putschisme soit récupéré, en appui à la politique antidémocratique du gouvernement ? Rien ne traduit mieux la confusion dans laquelle il se trouve que la journée du 8 mai. Plusieurs douzaines de membres et d'élus de Herri Batasuna, la deuxième force électorale d'Euskadi (Pays Basque) et d'autres organisations de la gauche (dont certains de nos camarades de la LKI) étaient arrêtés ce jour-là. En même temps, des millions de travailleurs restaient comme paralysés et se taisaient, comme si la liberté n'existait plus, comme si les droits démocratiques étaient du domaine du passé.

Pour briser ce silence et dépasser cette confusion, il est urgent que les travailleurs reprennent la lutte contre tous les putschistes qui grouillent dans l'appareil d'Etat contre les fascistes qui commencent à attaquer physiquement les militants de gauche, et pour que toute la lumière soit faite sur le coup du 23 février, sur les morts d'Almería, et sur la prise d'otages de Barcelone. Un premier test, ces prochains jours : les travailleurs avaleront-ils la nouvelle couleuvre que leur présente le gouvernement ? La prise d'otages serait maintenant le fait d'une poignée de malfaiteurs, mus par l'appât du gain. Ils auraient construit un tunnel pour leur fuite, mais oublié les millions entassés dans les coffres, refusé d'utiliser les otages et donné un délai de 70 heures pour obtenir satisfaction !!!

Eva Lamas

1) PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol. PCE : Parti communiste espagnol. UCD : Union du centre démocratique, parti gouvernemental. AP : Alianza popular, droite "musclée".

# l'événement

## Du gouvernement Mauroy...

A peu près toutes les tendances, sous-tendances et sensibilités du Parti socialiste se sont retrouvées nanties d'un portefeuille au moins dans le gouvernement Mauroy. Rocard est ministre du Plan, Chevènement ministre de la Recherche, Defferre est à l'Intérieur, etc. On y chercherait cependant vainement des ministres communistes. Par contre on y trouve quelques vieux ringards bourgeois de la politique, comme Maurice Faure (qui du centre-démocrate de Lecanuet au Mouvement des radicaux de gauche a bouffé à tous les rateliers), Michel Jobert, le "ministre venu d'ailleurs" (cf. notre encart) ou encore Michel Crépeau, des radicaux de gauche, pour qui les nationalisations d'entreprises doivent être faites à dose homéopathique, et encore...

Alors que la direction du PS explique qu'il faut un accord grammatical avec les communistes pour pouvoir envisager leur participation au gouvernement, elle s'est bien gardée d'en faire une condition pour messieurs Faure, Jobert et compagnie.

## ... à la modération des revendications

En mettant ainsi en selle des personnages qui n'ont rien à voir avec le monde du travail, la direction socialiste se prépare à expliquer que leur participation est nécessaire à une majorité présidentielle, qu'il ne faut pas effrayer leur électoralat et donc **modérer les revendications ouvrières**. Procès d'intention de la part de militants révolutionnaires prompts à la surenchère ? Que non ! La CFDT (centrale syndicale de plus en plus proche du PS) en a fait une démonstration probante. Son Conseil national vient d'appeler quasi ouvertement à voter socialiste aux législatives — son bureau national précisant que "pour gagner les législatives, le président devra donc poursuivre son ouverture aux franges du centre-gauche, continuer son appel au rassemblement et en tirer les conséquences sur la composition du gouvernement" — et en même temps, de réviser à la baisse toutes les revendications avancées sous Giscard ! Les travailleurs auraient donc chassé Giscard... pour obtenir moins ?! Non, évidemment, et plusieurs de leurs revendications ne sauraient attendre et dépendre du bon vouloir de ces messieurs du centre-gauche. Savent-ils ce que cela représente de vivre en étant payé au SMIC<sup>1)</sup> ? S'en sont-ils jamais préoccupés ? Que sont-ils d'autre qu'un alibi commode pour différer les décisions urgentes qui doivent être prises en faveur des travailleurs ? Et même l'argument — totalement électoraliste — selon lequel ces gens permettraient de consolider la majorité du 10 mai n'est pas vraiment pertinent. Car tout autant que la division des rangs bourgeois, le vote du 10 mai a sanctionné le passage du côté du mouvement ouvrier de couches populaires (par exemple dans les régions à forte tradition catholique) qui suivaient auparavant les partis bourgeois. Leur ancrage définitif dans le camp ouvrier ne proviendra pas des risettes de Jobert ou de la familiarité de Crépeau, mais bien de la réalisation des revendications de la population laborieuse.

## Pour un gouvernement PC-PS

Porté par le vote ouvrier à la présidence de la République, Mitterrand, son premier ministre et son gouvernement, représentent aux yeux de millions de travail-

leurs un des moyens pour voir se réaliser leurs revendications (augmentation importante du SMIC, semaine de 35 heures, etc.). Mais comment cette défense des intérêts des travailleurs pourrait-elle se dérouler si l'un des partis ouvriers, le Parti communiste français (PCF), dont le poids dans la classe ouvrière est évident, reste à l'écart du gouvernement ? Est-ce là la meilleure manière de "remercier" le million d'électeurs communistes qui — par réflexe d'unité ouvrière — ont voté Mitterrand au premier tour ? Les divergences qui existent entre le PS et le PCF ne sont pas un obstacle à un gouvernement des deux grands partis ouvriers. D'une part, il en existe tout autant entre le Mouvement des radicaux de gauche et le Parti socialiste (sur les nationalisations, par exemple) et d'autre part, les objectifs fondamentaux du PCF et du PS se recouvrent largement. Du reste, depuis l'élection de Mitterrand, le PCF s'est largement rallié — vu le rapport des forces électorales — à toute une série de propositions du PS. Rien ne s'oppose donc sérieusement à la formation d'un gouvernement PC-PS.

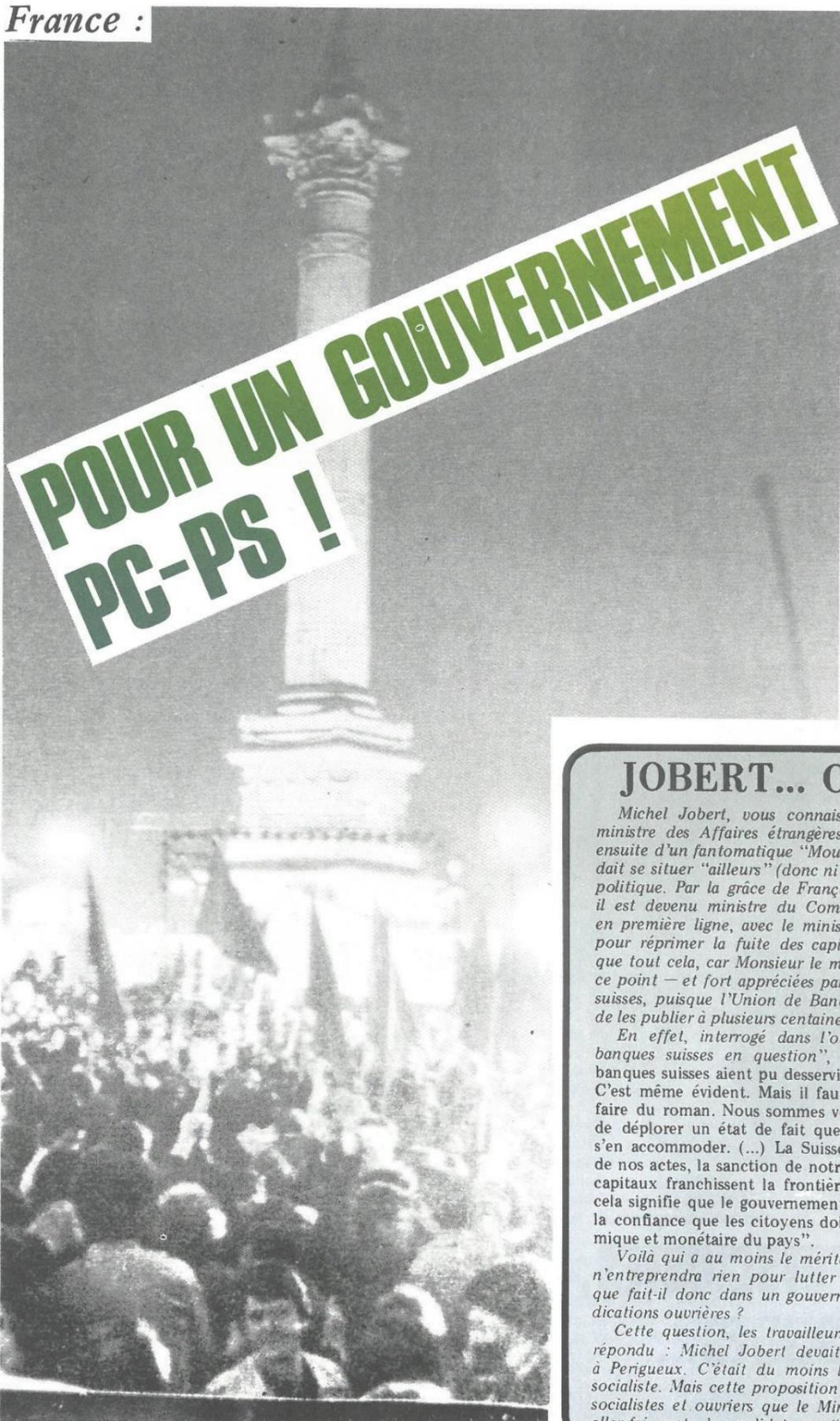
En élisant une majorité socialo-communiste (comme ne manquera pas de le dire Chirac) à l'Assemblée nationale en juin, les travailleurs et les travailleuses français rappelleront le mandat impératif, déjà bien présent lors des élections présidentielles, adressé aux partis ouvriers : gouvernez ensemble pour défendre les intérêts des travailleurs, pour réaliser leurs revendications !

\* Pour une majorité ouvrière à l'Assemblée nationale !  
\* Pour un gouvernement PC-PS sans ministres bourgeois !

Eric Peter

1) SMIC, salaire minimum intercatégoriel : environ 15 o/o des salarié(e)s français sont payés à ce tarif (sur Paris, les femmes représentent les trois quarts des "smicards"). La Confédération syndicale du Cadre de Vie considère que, pour une famille avec deux enfants, le budget-type (correspondant aux besoins vitaux) s'élève à 7824 francs français par mois. Si les deux parents sont "smicards", ils disposent d'un revenu de 5200 francs, plus 300 francs d'allocations familiales. Une fois payé le logement, l'alimentation et les frais d'habillement, il ne leur reste que 1100 francs français par mois (soit environ 420 francs suisses) pour tous les autres frais.

France :



## JOBERT... OU JOBARD ?

Michel Jobert, vous connaissez ? Mais si, voyons, cet ancien ministre des Affaires étrangères de Georges Pompidou, animateur ensuite d'un fantomatique "Mouvement des démocrates" qui prétendait se situer "ailleurs" (donc ni à gauche, ni à droite) sur l'échiquier politique. Par la grâce de François Mitterrand et de Pierre Mauroy, il est devenu ministre du Commerce extérieur. Donc, semble-t-il, en première ligne, avec le ministre de l'Economie et des Finances, pour réprimer la fuite des capitaux du patronat français. Illusion que tout cela, car Monsieur le ministre a des idées bien précises sur ce point — et fort appréciées par le patronat français et les banques suisses, puisque l'Union de Banques Suisses (UBS) s'est empressée de les publier à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires.

En effet, interrogé dans l'ouvrage de Claude Torracinta "Les banques suisses en question", Michel Jobert indique : "Que les banques suisses aient pu desservir les intérêts français, c'est possible. C'est même évident. Mais il faut voir la réalité en face et cesser de faire du roman. Nous sommes voisins. (...) Partant de là, il est vain de déplorer un état de fait que nous ne pouvons changer. Il faut s'en accommoder. (...) La Suisse c'est notre miroir. C'est le reflet de nos actes, la sanction de notre mauvaise gestion (...) Lorsque nos capitaux franchissent la frontière et se réfugient dans vos banques, cela signifie que le gouvernement s'est mal conduit et qu'il a rompu la confiance que les citoyens doivent avoir dans la politique économique et monétaire du pays".

Voilà qui a au moins le mérite de la franchise : Monsieur Jobert n'entreprendra rien pour lutter contre la fuite des capitaux. Mais que fait-il donc dans un gouvernement chargé de réaliser les revendications ouvrières ?

Cette question, les travailleurs français y ont déjà partiellement répondu : Michel Jobert devait être candidat pour les législatives à Périgueux. C'était du moins la volonté de la direction du Parti socialiste. Mais cette proposition a soulevé un tel tollé dans les rangs socialistes et ouvriers que le Ministre du Commerce extérieur a dû aller faire acte de candidature... "ailleurs" !